



Statistique de l'assurance militaire 2013

suvacare

Prestations et réadaptation

Statistique de l'assurance militaire 2013

Suva

Assurance militaire
Case postale 8715
3001 Berne

Commandes et renseignements

Tél. 031 387 35 51
anita.schmid@suva.ch
www.suva.ch/waswo-f

Informations complémentaires concernant l'assurance militaire:
www.assurance-militaire.ch

Référence

4514.f
Edition: 2013

Statistique de l'assurance militaire 2013

Statistique de l'assurance militaire 2013

Suva

Assurance militaire
Case postale 8715
3001 Berne

Commandes et renseignements

Tél. 031 387 35 51
anita.schmid@suva.ch
www.suva.ch/waswo-f

Informations complémentaires concernant l'assurance militaire:
www.assurance-militaire.ch

Référence

4514.f
Edition: 2013

Table des matières

Chiffres clés	5
Introduction	7
1 Objet de l'assurance militaire	9
2 Effectif assuré	11
3 Cas et coûts	13
4 Mesures de réadaptation	17
5 Rentes	19
6 Prévention	23
Abréviations et signes conventionnels	27
Annexe 1: Effectif assuré	29
Annexe 2: Nombre et coûts des cas	33
Annexe 3: Rentes	47
Annexe 4: Prévention	53
Annexe 5: Cas de décès et intoxications par absorption d'huile	61

Chiffres clés 2012

Risque assuré

(en mio. de jours)	2011	2012
Jours de service militaires de milice	7.8	8.0 ¹
Jours de service militaires de carrière	1.4	1.3
Assurés facultatifs, en jours	0.5	0.5
Total	9.7	9.8¹

Nouveaux cas enregistrés

Maladies	27 139	27 112
Accidents	10 954	10 450

Nouvelles rentes allouées

Rentes d'invalidité	26	31
Rentes pour atteinte à l'intégrité	74	73
Rentes de survivants	20	27

Rentes courantes

Rentes d'invalidité	2 298	2 227
Rentes pour atteinte à l'intégrité	545	531
Retnes de survivants	1 527	1 464
Cas de décès reconnus ²	38	37

¹ provisoire (jours de service de la protection civile estimés)

² La majeure partie des cas de décès reconnus concerne une affection contractée pendant le service.

Dépenses

(en mio. de CHF)	2011	2012
Total prestations d'assurance	197	195
Frais de traitement ¹	58	60
Indemnités journalières ²	28	28
Prestations de rentes ²	111	107
Frais administratifs	19	21
Total	216	216

Recettes

Financement Confédération	196	198
Recettes de primes et de recours	20	18
Total	216	216

Bases légales

Assurance sociale autonome selon la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM).
Exécution Suva: art. 82 LAM, art. 67 LAA, convention Confédération/Suva 2005.

Agences BE, GE, TI, SG
Siège Berne

Collaborateurs 102

Plus d'infos: www.assurance-militaire.ch

¹ mesures préventives comprises

² mesures de réadaptation comprises

Introduction

L'assurance militaire est une branche de la sécurité sociale suisse. Les tâches et les prestations de l'assurance militaire, dont le principe est inscrit pour la première fois dans la Constitution fédérale en 1874, sont aujourd'hui définies dans la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM) et dans son ordonnance d'exécution (OAM). Depuis le 1^{er} juillet 2005, la Suva gère l'assurance militaire sur mandat de la Confédération avec une comptabilité distincte.

En raison de son statut de branche autonome du système des assurances sociales suisses, les résultats de l'assurance militaire sont d'intérêt public. La présente publication donne un aperçu complet de l'effectif, des cas et des coûts de l'assurance militaire. Les chiffres publiés se fondent dans une large mesure sur le système d'information de l'assurance militaire (ISM II). Les chiffres sur les prestations fournies diffèrent légèrement de ceux de la comptabilité financière publiés dans le rapport de gestion de la Suva. L'une des raisons réside dans l'imputation sur différentes périodes d'observation de certains paiements effectués en fin d'année. En outre, les factures dites collectives (il s'agit, par exemple, de factures pour des examens médicaux effectués lors du recrutement ou pour des actions de prophylaxie) n'apparaissent pas dans les tableaux en annexe, car elles ne peuvent pas être attribuées à un cas particulier.

Le commentaire succinct des principaux résultats et l'évolution des cinq dernières années exposés en première partie visent à faciliter la compréhension des tableaux d'analyses présentés en seconde partie avec quatre blocs thématiques. L'évolution et la structure de l'effectif assuré sont brièvement présentées en introduction. Les tableaux 2.1 à 2.7 fournissent les principaux résultats de l'exploitation de l'assurance. Les cas et les coûts sont généralement présentés selon la catégorie des cas et des assurés. Tous les schémas possibles ne sont pas proposés ici. Ainsi, par exemple, seuls les militaires de milice et les assurés à titre professionnel (y c. les militaires contractuels) figurent nommément dans les tableaux 2.3 et 2.4. Toutes les autres catégories d'assurés, vu leur petit nombre, sont regroupées sous une même rubrique dans ces tableaux. Nous mentionnerons encore pour l'exemple les tableaux 2.5 (évolution des coûts) et 2.7 (répartition des coûts)

qui ne montrent que les montants totaux. Des répartitions plus détaillées peuvent être fournies sur demande.

Les chiffres concernant l'effectif des rentes, le groupe le plus important en termes de coûts, apparaissent dans les tableaux 3.1 à 3.9. Dans les tableaux 4.1 à 4.3 figurent les nouveaux cas ordinaires enregistrés, de même que les frais de traitement et les indemnités journalières en cours selon le diagnostic de maladie ou d'accident et selon les causes de l'accident. Ces chiffres servent de référence pour la prévention.

1 Objet de l'assurance militaire

L'assurance militaire couvre toutes les personnes au service de la Confédération dans le cadre du maintien de la sécurité et de la paix. Font notamment partie de cette catégorie de personnes les militaires de milice, les membres de la protection civile et du service civil, mais également les participants à des actions de maintien de la paix de la Confédération et les membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ainsi que les assurés à titre professionnel (militaires de carrière, militaires contractuels, instructeurs de la protection civile de la Confédération, personnel en uniforme de la sécurité militaire, etc.). Enfin, les militaires de carrière peuvent, lorsqu'ils prennent leur retraite et contre paiement d'une prime, adhérer ou poursuivre leur adhésion à l'assurance-maladie obligatoire auprès de l'assurance militaire.

L'assurance militaire prend en charge toutes les atteintes à la santé physique, mentale ou psychique survenant pendant les services et engagements susmentionnés, qu'elles aient pour origine un accident, une maladie, une tentative de suicide ou un suicide. En tant que système d'assurance et de responsabilité de la Confédération, l'assurance militaire se distingue de façon déterminante des assurances selon la LAMal et la LAA. En effet, elle prend en charge sans conditions les coûts des atteintes à la santé. La plupart de ses prestations sont par ailleurs supérieures à celles des autres assurances sociales, car elles sont fondées sur le droit de la responsabilité. En contrepartie, les droits de l'assuré se limitent aux prétentions selon la LAM, toute autre revendication envers la Confédération ou des personnes servant dans l'armée étant exclue.

L'assurance militaire fournit en outre des prestations pour des examens médicaux en vue de déterminer l'aptitude au service et à des fins préventives. Dans les tableaux et les commentaires, on distingue dans la suite entre les cas d'accidents et les cas de maladie. Alors que les cas et les coûts liés aux mesures préventives et aux examens médicaux mentionnés sont résumés sous la rubrique des cas de maladie, les suicides et les tentatives de suicide sont eux intégrés dans les cas d'accidents.

Les types de prestations fournies par l'assurance militaire sont clairement définis dans la loi fédérale

sur l'assurance militaire (LAM). Ces prestations peuvent être classées pour l'essentiel dans trois catégories: les frais de traitement, les prestations en espèces à court terme et les rentes. Les frais de traitement englobent les coûts des traitements médicaux proprement dits, les frais occasionnés par les moyens auxiliaires et les frais de sauvetage. Comme les coûts des traitements médicaux constituent la majeure partie de cette rubrique (cf. tableau 2.6), il ne sera plus question que de frais de traitement dans la suite. Les indemnités journalières représentent 92 % des prestations en espèces à court terme. Par conséquent, chaque fois que le terme d'indemnités journalières sera mentionné ci-après, il inclura toutes les prestations en espèces à court terme. La LAM définit enfin les critères pour l'octroi des rentes d'invalidité, de survivants et pour atteinte à l'intégrité. Sous le terme de prestations de rentes de l'assurance militaire il faut comprendre la somme des rentes versées par mensualités. Les rentes de l'assurance militaire sont adaptées à l'évolution des salaires et des prix en même temps que les rentes de l'AVS et de l'AI.

2 Effectif assuré

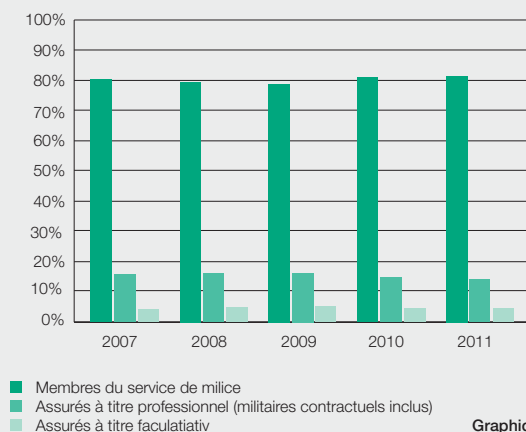
En 2012, les miliciens ont effectué environ 7,47 millions de jours de service pendant lesquels ils étaient assurés selon la LAM contre les atteintes à la santé (cf. tableau 1.2). Près de 82 % des jours de service ont été accomplis par des militaires, le reste se répartissant entre des engagements dans le cadre de la protection civile et du service civil ainsi que pour la promotion de la paix ou le CSA. Le nombre de jours de service civil a augmenté de quelque 9 % par rapport à l'année précédente. La comparaison avec la hausse de 23 % enregistrée en 2011 montre que le nombre de jours de service tend à se stabiliser.

Dans l'année sous revue, l'assurance militaire a joué le rôle d'assurance maladie et accidents pour 3627 assurés à titre professionnel (y compris les militaires contractuels). Ce collectif n'est pas directement comparable avec les militaires de milice assurés, car les assurés à titre professionnel sont également couverts en dehors du service ou de leur temps de travail. Le risque de maladie est par conséquent plus élevé dans cette catégorie d'assurés. Le collectif de plus de 1300 assurés à titre facultatif présente un statut similaire. Les membres de ces deux catégories d'assurés sont les seuls à payer des primes; le montant total encaissé en 2012 au titre des primes s'est élevé à quelque 17,2 millions de francs.

Afin de pouvoir tirer un parallèle plausible en matière d'assurance militaire, du moins en termes quantitatifs, entre les collectifs des miliciens d'une part et des assurés à titre professionnel et facultatif d'autre part, on a calculé pour ces derniers les jours couverts par l'assurance militaire. Pour ce faire, on a multiplié, sur la base des effectifs connus en fin d'année, par 365 le nombre moyen de personnes engagées durant l'exercice et l'année précédente afin d'obtenir le nombre de jours assurés durant une année d'enquête.

Les jours de service des miliciens représentent environ 81 % du nombre total des jours assurés. Ce pourcentage est tombé à moins de 75 % en 2004 en raison d'un revirement de tendance unique (cf. graphique 1), car cette année-là une école de recrues normalement prévue n'a exceptionnellement pas eu lieu (ce qui représente environ 700 000 jours de service en moins). La dissolution et le transfert partiel du corps des gardes-fortification à la Sécurité militaire ont entraîné en 2005 une baisse de l'effectif des assurés à titre professionnel.

Proportion des jours assurés par catégorie d'assurés, 2007 à 2011

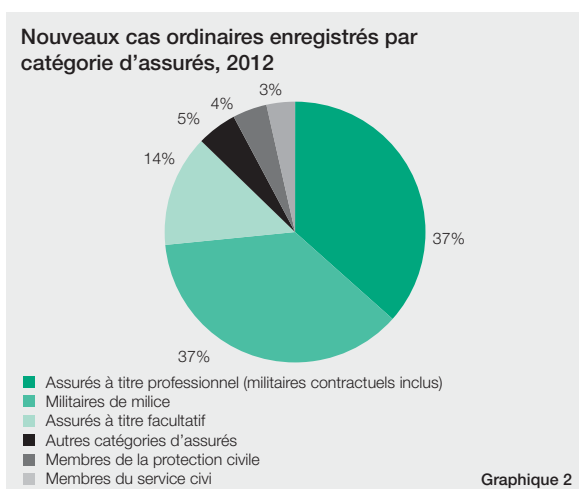


Graphique 1

Près de 9,3 millions de jours ont été assurés en moyenne par année entre 2007 et 2011.

3 Cas et coûts

En 2012, l'assurance militaire a enregistré 37 562 nouveaux cas (cf. tableau 2.2), dont 23 295 cas dits simples émanant de la catégorie des militaires de milice (armée, protection civile ou service civil) et qui n'ont pas nécessité un traitement médical après le service. Bien que ces cas constituent la majeure partie de l'ensemble des cas (environ 62 %), ils n'ont occasionné qu'un peu plus de 12 % du coût total des frais de traitement (11,7 millions de francs). Les cas simples ne peuvent, par définition, engendrer le versement d'une indemnité journalière ni l'octroi d'une rente. Pour cette raison, le nombre des cas simples n'est indiqué en annexe que dans les tableaux 2.2 et 2.3. En revanche, les frais occasionnés par cette catégorie de cas sont toujours pris en considération, sauf dans les tableaux 2.7 et 4.1 à 4.3.



Près de 80 % des 14 388 nouveaux cas ordinaires enregistrés en 2012 ont été générés par des assurés à titre professionnel ou des militaires de milice.

Une part de 70 % des 14 267 nouveaux cas ordinaires enregistrés concerne des assurés à titre professionnel ou des militaires de milice (graphique 2). Ils sont suivis par les membres de la protection civile et les assurés à titre facultatif avec respectivement 14 % et 4 % des nouveaux cas ordinaires enregistrés. Les 12 % de cas restants se répartissent entre toutes les autres catégories d'assurés.

De tous les nouveaux cas enregistrés découlant de la catégorie des assurés à titre professionnel et fa-

cultatif, pour lesquels l'assurance militaire remplace l'assurance-maladie, près de 87 % sont des cas de maladie. Toute autre est la situation des militaires de milice de l'armée et de la protection civile où les cas de maladie représentent 67 % des cas enregistrés. La part correspondante des personnes astreintes au service civil était de 75 %. Il est à noter que ces derniers ne bénéficient pas de l'encadrement médical de la troupe (soins prodigués à l'infirmerie de la troupe).

Environ 55 % des dépenses courantes d'un montant de quelque 195 millions de francs en 2012 sont imputables aux prestations de rentes (tableaux 2.2 et 2.4). En comparaison, les frais de traitement (30,5 %) et les indemnités journalières (14,6 %) constituent des postes budgétaires moins importants. La part élevée de prestations de rentes (par rapport aux statistiques LAA) s'explique par le fait que le nombre de rentes en cours à l'assurance militaire est très élevé comparé à l'actuel effectif assuré. Comme une petite partie seulement des rentes de l'assurance militaire sont capitalisées, les mensualités de l'ensemble des rentes en cours apparaissent chaque année dans la statistique. Cela a pour conséquence que les frais de traitement et les indemnités journalières, résultant en grande partie de l'effectif actuel des assurés en diminution, pèsent moins lourd dans la balance des coûts.

Quelque 90 % de la totalité des prestations ont été dépensés pour des cas concernant des militaires de milice de l'armée et des assurés à titre professionnel. Dans les autres catégories, une charge importante est constituée notamment par les coûts occasionnés par les rentes versées à des membres de la protection civile et à d'anciens assurés de Jeunesse et Sport (J+S).

Les prestations d'assurance apparaissent avant déduction des recettes de recours. Celles-ci découlent des prétentions à l'encontre des personnes civilement responsables ou de leur assurance responsabilité civile. La partie essentielle des recettes de recours est imputable à des accidents de la circulation. En 2012, l'assurance militaire a enregistré des recettes de recours avoisinant 1,2 million de francs.

Évolution quantitative des cas

Alors que les années 2001 à 2007 ont vu une baisse des chiffres dans pratiquement toutes les catégories de cas, une hausse s'est produite au cours des cinq dernières années (cf. tableaux sous 2.3 en annexe). En raison de la taille du collectif assuré, une analyse par année des taux de variations ne fournirait pas des indications utiles. Il est bien plus intéressant d'étendre l'observation sur une plus longue période. On constate ainsi que le nombre des cas ordinaires reconnus n'a guère évolué durant la période de 2006 à 2012. Seul le nombre des cas dits simples a augmenté.

Le nombre des cas relevant de la catégorie des militaires de milice de l'armée et de celle des assurés à titre professionnel est resté pratiquement stable au cours des six dernières années. Dans le cas des personnes astreintes au service civil, en revanche, ce nombre a plus que quadruplé durant la même période. Cette augmentation s'explique par la suppression de l'examen de conscience selon lequel les personnes qui ne peuvent concilier le service militaire avec leur conscience n'ont pas besoin de passer l'examen de conscience. Depuis avril 2009, il suffit de préciser dans la formule de déclaration qu'il existe un conflit de conscience.

Le nombre des cas entraînant le versement d'une indemnité journalière est resté globalement inchangé entre 2006 et 2012.

Le nombre des cas de décès engageant la responsabilité de l'assurance militaire est constant depuis 2005 avec 36 cas en moyenne par an. Ce chiffre n'exprime cependant rien de particulier sur

les cas de maladie et d'accidents dans le contexte du collectif actuel des assurés. La plupart de ces cas concerne des militaires de milice de l'armée ou d'anciens assurés à titre professionnel décédés longtemps après la vie active, ou après leur retraite, d'une affection contractée en service ou durant la période assurée.

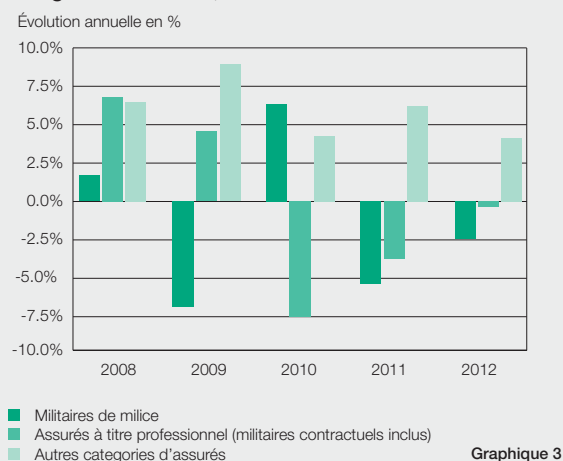
Pendant les six dernières années d'observation, la responsabilité de l'assurance militaire a été engagée en moyenne annuelle pour huit décès de militaires de milice survenus durant le service (tableau 5.1). Ce chiffre englobe les victimes des deux accidents tragiques survenus dans le massif de la Jungfrau en 2007 et sur la Kander en 2008. Dans le collectif des assurés à titre professionnel (y c. les militaires contractuels), on a enregistré pour la même période cinq décès en moyenne par an (tableau 5.2). Alors que la plupart des décès survenus chez les militaires de milice étaient dus à un accident, la cause principale des décès recensés chez les assurés à titre professionnel était la maladie (carcinomes).

Évolution des coûts

En 2012, le coût total de l'ensemble des prestations de l'assurance militaire s'est élevé à 195 millions de francs environ, soit une diminution de 3,7 % (-7,4 millions de francs) par rapport à 2008. Cette évolution est liée à la baisse constante du coût des rentes au cours des dernières années, en raison notamment de la structure des âges des bénéficiaires (cf. point 6). Entre 2008 et 2012, les coûts ont diminué de 11,9 % pour s'établir à 106,9 millions de francs. Alors que les frais de traitement ont augmenté de 10,3 % durant cette période pour atteindre 59,5 millions de francs, les indemnités journalières ont baissé de 0,6 % à 28,5 millions de francs. Le tableau 2.6 en annexe présente la répartition des frais de traitement selon divers groupes de fournisseurs de prestations et la subdivision des indemnités journalières et d'autres versements en espèces ainsi que des rentes selon le genre de prestations.

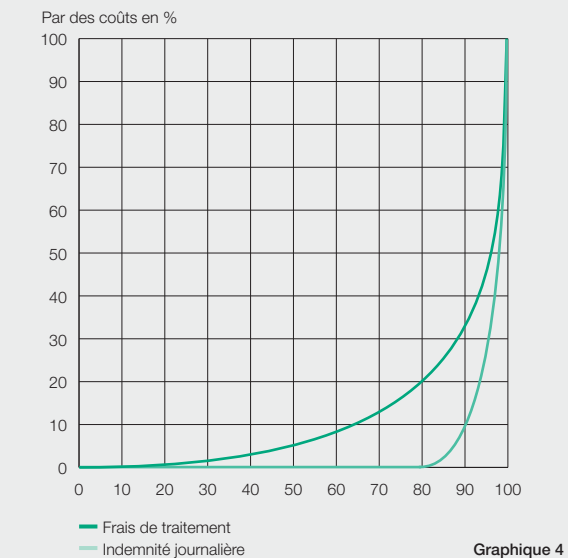
L'évolution des coûts présentée dans le tableau 2.5.1 montre que les coûts les plus importants sont essentiellement générés par les anciens cas (de rentes). Les cas recensés durant les cinq dernières années d'observation ont occasionné un tiers des dépenses courantes en 2012. Deux tiers des dépenses sont imputables à des cas enregistrés avant 2008. Les anciens cas ont même généré plus de 96 % des dépenses pour des prestations de rentes.

Cas ordinaires reconnus selon la catégories d'assurés, 2008 à 2012



En 2009, l'augmentation du nombre des cas reconnus dans les autres catégories d'assurés est à mettre presque exclusivement sur le compte des assurés à titre facultatif.

Coûts à court terme vs nombre de cas: cas reconnus en 2008, état 2012



La moitié des cas à faibles coûts de l'année 2008 n'a engendré jusqu'à fin 2012 que 5 % environ du montant total de 30 millions de francs pour des frais de traitement, et ceci sans même occasionner le versement d'une indemnité journalière.

L'incidence marquée de la latence des coûts dans l'assurance militaire peut être démontrée à l'exemple des 92 militaires qui, pendant un service actif en 1940, ont été intoxiqués au triorthokresylphosphate par l'absorption d'huile toxique de refroidissement pour fusils mitrailleurs confondue avec de l'huile d'arachide. Cette confusion a entraîné chez les personnes concernées des déficits neurologiques durables, souvent sévères. En 2012, quelque 92 000 francs ont encore été versés pour six de ces cas (cf. tableau 5.3). Il s'agit avant tout de prestations sous forme de rentes d'invalidité et de survivants. Le montant total des dépenses occasionnées par ces cas d'intoxication par absorption d'huile s'est élevé depuis le début et jusqu'en 2012 à environ 46 millions de francs en valeur nominale. Si l'on tient compte du renchérissement, cette somme équivaldrait aujourd'hui à un montant de 92 millions de francs.

Répartition des frais de traitement et des indemnités journalières

Environ 13 000 cas ordinaires ont été enregistrés et reconnus en 2008. Parmi ces cas, environ 11 200 ont entraîné des frais de traitement jusqu'à fin 2012, dont près de 2700 ont en plus nécessité le versement d'indemnités journalières (cf. tableau 2.7). Comme on le voit sur le graphique 4, 80 % des cas génèrent près de 20 % des frais de traitement sans indemnités journalières. En revanche, 10 % des cas les plus onéreux absorbent plus de deux tiers des frais de traitement et 90 % des indemnités journalières.

Pour ces quelque 13 000 cas, les dépenses totales de l'assurance militaire au titre des frais de traitement et des indemnités journalières se sont élevées à 54,8 millions de francs environ jusqu'à fin 2012. En d'autres termes, elle a payé en moyenne pour chacun de ces cas, durant les cinq premières années de traitement, plus de 4200 francs de prestations à court terme. Comme la répartition des coûts est très inégale dans l'assurance militaire, la valeur moyenne n'est guère significative. La part des cas moins onéreux, soit la moitié de l'ensemble des cas, génère en effet un coût maximal de 250 francs seulement.

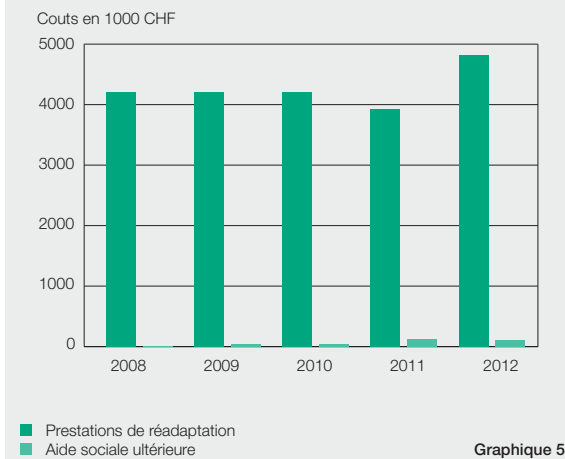
4 Mesures de réadaptation

Conformément à l'art. 33 LAM, «les assurés invalides ou menacés d'une invalidité [...] ont droit, pour autant qu'elles soient nécessaires et appropriées, aux mesures de réadaptation susceptibles de sauvegarder ou d'améliorer leur capacité de gain restante [...] ou leur intégration sociale».

Concrètement, l'assurance militaire prend en charge, dans des cas appropriés, en lieu et place de l'AI, les frais de la réadaptation professionnelle et sociale. Elle peut en outre compenser la perte de gain provisoire qui en résulte par le versement d'indemnités journalières ou par des prestations de rentes pour une durée limitée (rentes de reclassement).

De 2008 à 2012, l'assurance militaire a dépensé en moyenne annuelle 4,3 millions de francs pour des mesures de réadaptation, ce qui correspond à 2,2 % de l'ensemble des prestations d'assurance.

Coûts des mesures de réadaptation, 2008 à 2012

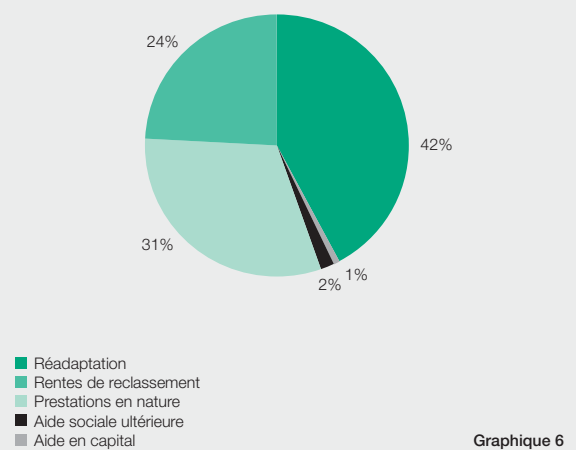


Les prestations de réadaptation ont nettement augmenté l'année dernière.

Couverture intégrale: exemple d'un cas de reclassement

En août 2006, K.T. a été victime d'un grave accident à l'école de recrues de l'artillerie où il s'est fait écraser le pied gauche par un obusier blindé. L'assuré a dû subir une amputation partielle du pied et ne pouvait plus, de ce fait, exercer son métier de réparateur en automobiles. Une évaluation professionnelle a été menée à la Rehaklinik Bellikon dans le cadre du Case Management. Au vu des bons résultats obtenus lors d'un stage, l'assurance militaire a décidé de prendre en charge un reclassement de l'assuré sous la forme d'un apprentissage de trois ans. Après la période de formation, l'entreprise d'apprentissage a offert un engagement fixe à l'assuré qui, depuis lors, ne subit plus de perte de gain.

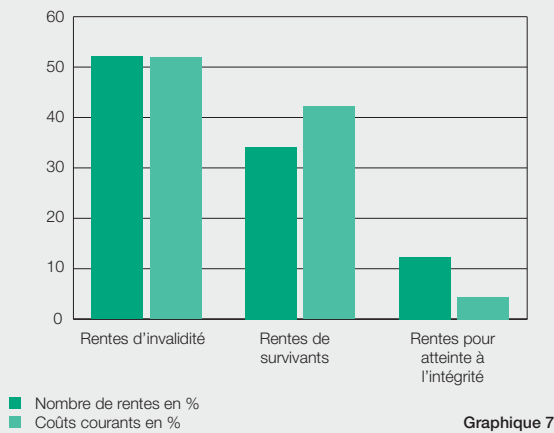
Prestations de réadaptation selon le type, de 2008 à 2012



Une part de presque 70 % des prestations de réadaptation a été servie au titre des reclassements.

5 Rentes

Rentes en cours et coûts selon le type de rente, 2012



Les rentes pour atteinte à l'intégrité et d'autres prestations apparentées aux rentes représentent environ 14 % des cas de rentes en cours. Ces catégories de rentes ne pèsent en outre pas de manière excessive sur les coûts.

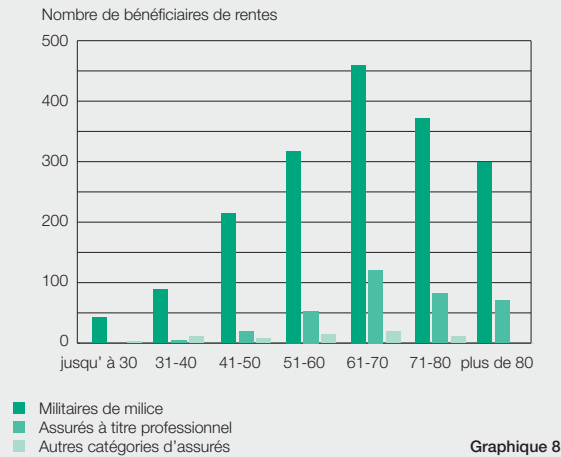
Les trois principaux types de rentes définis dans la LAM sont les rentes d'invalidité, les rentes pour atteinte à l'intégrité et les rentes de survivants. Le graphique 7 montre, pour l'année 2011, la répartition des rentes et des dépenses courantes selon le type de rente. Sur un total de 4484 rentes en cours, un peu plus de la moitié sont des rentes d'invalidité et 34 % des rentes de survivants. Les 15 % restants sont des rentes pour atteinte à l'intégrité et quelques autres prestations assimilées à des rentes (cf. également tableau 3.2).

Les rentes de l'assurance militaire sont coordonnées avec les rentes des autres assurances sociales (AVS, AI, assurance-accidents). Chaque année, l'assurance militaire procède en effet à la réduction d'environ 500 rentes en cours pour cause de surindemnisation. Il en est résulté en 2012 une économie globale d'un peu plus de 7 millions de francs (tableau 3.9).

Effectif des bénéficiaires de rentes d'invalidité

Les rentes d'invalidité constituent, avec 55,9 millions de francs, le plus important facteur de coûts (52 % des coûts de rentes ou 29 % de l'ensemble des prestations d'assurance), quand bien même leur coût a diminué de plus de 14 % (9,2 millions

Bénéficiaires de rentes d'invalidité selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2012



Plus de 60 % des bénéficiaires de rentes ont plus de 60 ans.

de francs) depuis 2008. La diminution du nombre des rentes d'invalidité en cours et des coûts qui en découlent est due essentiellement à la structure de l'effectif (cf. graphique 8). En effet, 38 % des bénéficiaires de rentes d'invalidité ont plus de 70 ans, dont 17 % environ ont même passé 80 ans; plus de 76 % de ces rentiers sont des militaires de milice de l'armée qui ont été mis au bénéfice d'une rente en raison d'une affection contractée pendant un service militaire effectué il y a trente ou quarante ans, voire plus. Le nombre des cas de décès parmi les bénéficiaires d'une rente d'invalidité est par conséquent nettement supérieur au nombre des nouvelles rentes d'invalidité allouées. L'assurance militaire facilite par ailleurs la réinsertion dans la vie active et contribue ainsi à réduire l'octroi de nouvelles rentes.

Fixations de nouvelles rentes d'invalidité

De 2008 à 2012, l'assurance militaire a alloué au total 171 nouvelles rentes d'invalidité (cf. tableau 3.3), parmi lesquelles plus d'un quart concernent des militaires de milice de l'armée âgés de moins de trente ans, avec un taux d'invalidité moyen de 72 %. Ce taux est relativement élevé en comparaison avec le degré d'invalidité moyen de l'ensemble des nouvelles rentes d'invalidité octroyées (55 %). Il est dû avant tout à la part importante de rentes

avec un taux d'invalidité supérieur à 90 % dans cette tranche d'âge.

S'il peut être admis que le service au cours duquel les bénéficiaires de rentes de moins de 30 ans ont contracté une affection entraînant le versement d'une rente est assez récent, tel n'est pas le cas des militaires de milice de l'armée de plus de 50 ans mis au bénéfice d'une nouvelle rente. Une maladie ou un accident survenu durant un service accompli par le passé peut aboutir au versement d'une (nouvelle) rente plusieurs années encore après ledit service. Exemple: apparition d'une gonarthrose posttraumatique vingt ans après une blessure du genou survenue lors d'un service militaire.

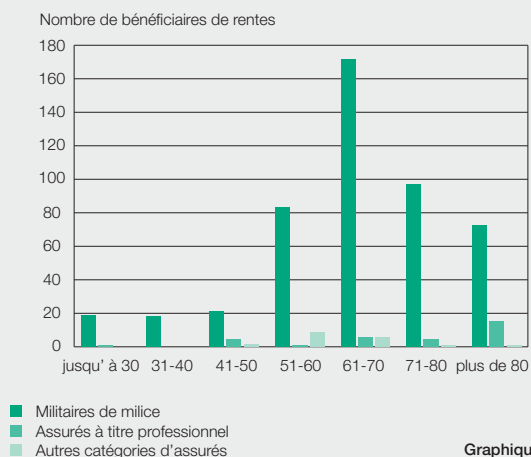
Dans la catégorie des militaires de carrière, la majeure partie des rentes a été allouée à des personnes âgées de 51 à 60 ans. La répartition des classes d'âges des nouveaux bénéficiaires de rentes dans la catégorie des assurés à titre professionnel n'est pas la même que celle des militaires de milice de l'armée. Cela s'explique notamment par une structure des âges très différente de la population à risque dans ces deux catégories d'assurés.

Rentes pour atteinte à l'intégrité

Une rente pour atteinte à l'intégrité est allouée si l'assuré souffre d'une atteinte notable et durable à son intégrité physique, mentale ou psychique. Le montant de la rente annuelle est fixé en pourcentage du montant annuel qui sert de base au calcul des rentes (depuis le 1^{er} janvier 2009: 20 940 francs), compte tenu de la gravité de l'atteinte à l'intégrité et en fonction du taux de responsabilité de la Confédération. Ces rentes octroyées en principe pour une durée indéterminée sont en règle générale capitalisées et rachetées. La raison pour laquelle le nombre des rentes en cours (531) est malgré tout sept fois supérieur au nombre des nouvelles rentes (73 en 2012) réside dans le fait que parmi les rentes en cours, plus de 400 ont été allouées selon l'ancien droit garantissant la protection des acquis et dont le rachat ne serait pas profitable aux bénéficiaires.

L'assurance militaire a dépensé quelque 5 millions de francs pour financer les rentes pour atteinte à l'intégrité ou leur rachat, ce qui ne représente que 4 % du coût des rentes en cours. Le graphique 9 illustre, pour l'année 2012, la répartition des rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés.

Bénéficiaires de rentes pour atteinte à l'intégrité selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2012



La plupart des rentes pour atteinte à l'intégrité accordées à des bénéficiaires de plus de 50 ans sont allouées selon l'ancien droit (LAM49) garantissant la protection des acquis. Un rachat ne serait pas profitable aux assurés.

Le tableau 3.5 renseigne sur les nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées durant les années 2008 à 2012 selon la gravité de l'atteinte à l'intégrité et l'âge des bénéficiaires. Le taux moyen de l'atteinte à l'intégrité des nouvelles rentes est de 9 %, avec très peu de variations dans les différentes classes d'âges.

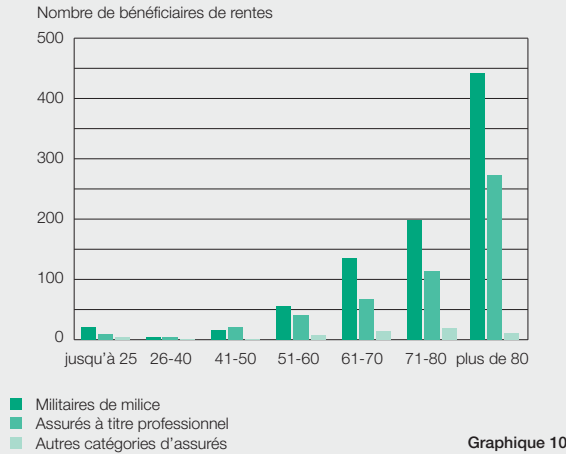
Effectif des bénéficiaires de rentes de survivants

En 2012, l'assurance militaire a déboursé quelque 45 millions de francs pour des rentes de survivants, ce qui représente à 43 % des coûts des rentes ou plus de 23 % de l'ensemble des prestations d'assurance. La diminution du coût des rentes de survivants depuis 2008 (soit une baisse de 8,7 % ou 4,3 millions de francs) est comparable à l'évolution du coût des rentes d'invalidité. La raison de cette baisse réside là aussi dans la classe d'âge des bénéficiaires de rentes (graphique 10) dont plus de 70 % (pour la plupart des femmes) ont plus de 70 ans. Les bénéficiaires de moins de 26 ans sont surtout des orphelins dont le droit à la rente s'éteint au plus tard à l'âge de 25 ans révolus. Dans la mesure où le nombre de nouvelles rentes de survivants devrait continuer à être inférieur aux rentes arrivées à terme, on peut compter avec une diminution progressive de l'effectif.

Droit aux rentes de survivants

Au cours des cinq dernières années, l'assurance militaire a alloué 127 nouvelles rentes de survivants

Bénéficiaires de rentes de survivants selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2012



Les bénéficiaires de moins de 26 ans sont presque exclusivement des orphelins dont la rente est supprimée lorsque l'assuré a atteint l'âge de 18 ans révolus, voire de 25 ans révolus au plus si l'assuré effectue une formation de longue durée.

(tableau 3.7). Dans 59 % des cas, les nouveaux bénéficiaires de rentes étaient des survivants de militaires de milice de l'armée et dans 36 % des cas des survivants d'assurés à titre professionnel. La moitié environ des nouveaux bénéficiaires de rentes étaient âgés de plus de 60 ans au moment de la fixation de la rente. Cette structure des âges ne surprend guère si l'on considère que la majeure partie des nouvelles rentes de survivants a été al-

louée après le décès des assurés ayant bénéficié d'une rente d'invalidité de l'assurance militaire. Le nombre de décès survenus pendant le temps de service, à l'égard desquels la responsabilité de l'assurance militaire était engagée, est par conséquent nettement inférieur au nombre de nouvelles rentes de survivants allouées (cf. tableaux 3.1, 5.1 et 5.2).

Les proches du défunt ont droit à une rente de survivants lorsque l'assuré est décédé d'une affection contractée pendant le service. Si le décès ne résulte pas de l'affection assurée, l'assurance militaire peut allouer une rente dite de réversion aux survivants de l'assuré qui touchait au moment de son décès une rente d'invalidité d'un minimum de 40 % depuis cinq ans si, en raison de l'invalidité de l'assuré, les autres prestations de prévoyance ordinaires faisaient défaut ou étaient diminuées de façon notable. Durant les années 2008 à 2012, 39 % des nouvelles rentes de survivants octroyées étaient des rentes dites de réversion. Ce type particulier de rentes allouées aux survivants explique entre autres pourquoi le nombre des rentes de survivants fixées au cours d'une année peut être nettement supérieur au nombre de décès reconnus durant la même année par l'assurance militaire (cf. tableau 2.3). Une rente de réversion n'est accordée que dans le cas où le décès ne résulte pas d'une affection assurée par l'assurance militaire.

6 Prévention

Les tâches de prévention de l'assurance militaire sont définies aux art. 62 et 63 LAM. Elles impliquent l'obligation de verser des prestations pour des examens médicaux et des mesures préventives, de même que l'incitation à collaborer avec des organes de l'armée et de la protection civile chargés de la prévention des affections. L'assurance militaire participe en outre aux dépenses résultant des campagnes d'information générale menées par d'autres organes de prévention.

Prévention renforcée

La prévention des accidents militaires a été réorganisée. Le Centre de dommages du DDPS gère le groupe de coordination Prévention des accidents et des dommages militaires PADM. Le bpa, la Suva et l'assurance militaire sont représentés au sein du groupe en tant que partenaires externes. L'assurance militaire participe au financement, fournit des analyses statistiques et offre appui et conseils.

Examens médicaux et mesures préventives

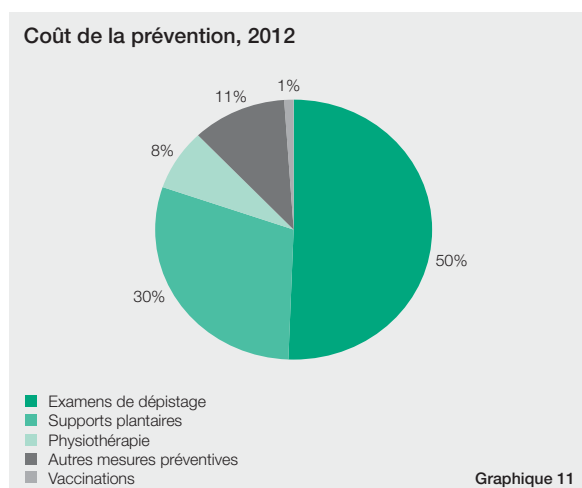
En vertu de l'art. 63 LAM, l'assurance militaire peut, dans la mesure où l'état de santé d'un conscrit semble le justifier, prendre en charge les coûts des examens médicaux effectués avant le recrutement. Elle peut également couvrir les frais des examens

médicaux en vue de déterminer l'aptitude au service d'autres catégories d'assurés. Les tâches de prévention de l'assurance militaire comprennent également la fourniture de supports plantaires et de protections auditives, les réfractométries (mesures de l'acuité visuelle) et des vaccinations ciblées (cf. graphique 11). Font en outre partie des mesures de prévention et de promotion de la santé, la mise à disposition de conseils et d'informations sur les techniques permettant de ménager le dos (par ex. soulever et porter des charges). Des cours pour un meilleur maintien du dos financés par l'assurance militaire sont dispensés aux recrues depuis 2007 sur plusieurs places d'armes.

En 2012, l'assurance militaire a participé aux frais de prévention à hauteur de 2,6 millions de francs, dont une part de 1,54 million a été imputée aux cas ordinaires ou simples en tant que frais de traitement, raison pour laquelle ce montant est pris en considération dans toutes les évaluations afférentes de la présente publication. Les autres dépenses ont été réglées sous forme de factures dites collectives, notamment pour des dépistages effectués dans les centres de recrutement. Ces derniers coûts, non assimilés à des cas d'assurance, n'apparaissent pas dans la présente publication.

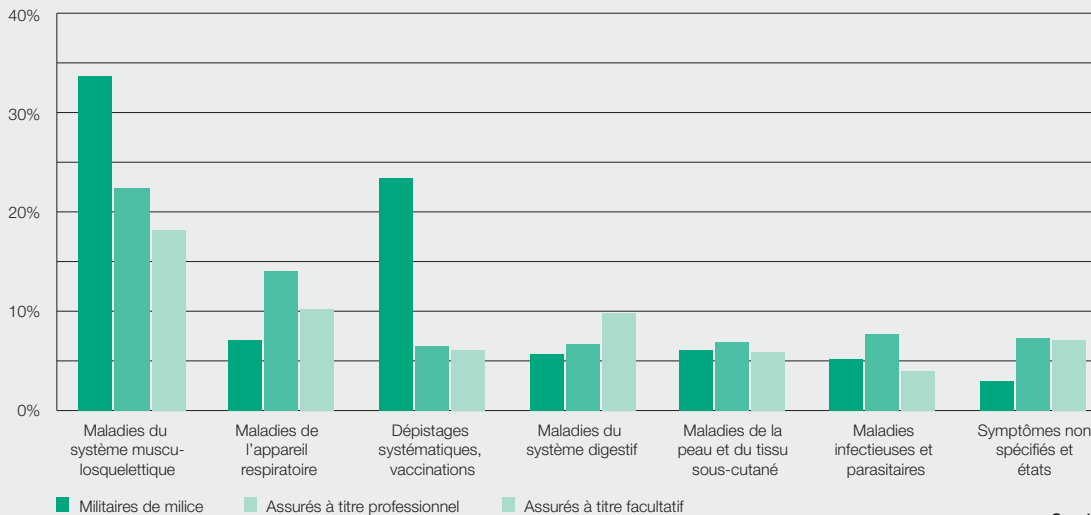
Statistiques relatives à la prévention des maladies et des accidents

L'assurance militaire appuie et soutient les organes de l'armée et de la protection civile chargés de la prévention des maladies et des accidents, notamment en leur procurant des données relevant de ce domaine. C'est pourquoi tous les cas ordinaires sont codés selon la Classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10). Ladite classification permet également de procéder à une codification centralisée des causes d'accidents sur la base des circonstances de l'accident enregistrées par les gestionnaires dans les différentes agences. Les évaluations de ces variables statistiques sont illustrées à titre d'exemple par les tableaux 4.1 à 4.3 pour l'ensemble de l'effectif assuré. D'autres évaluations pour des catégories particulières d'assurés peuvent être effectuées sur demande.



En 2012, l'assurance militaire a dépensé près de 2,6 millions de francs pour des examens médicaux et d'autres mesures préventives.

Cas de maladies selon catégorie d'assurés et groupe diagnostique ciblés, 2012



Graphique 12

Les assurés à titre professionnel, et plus particulièrement les assurés à titre facultatif, sont en moyenne nettement plus âgés que les militaires de milice. Par conséquent, les diagnostics étroitement liés à l'âge sont proportionnellement plus fréquents.

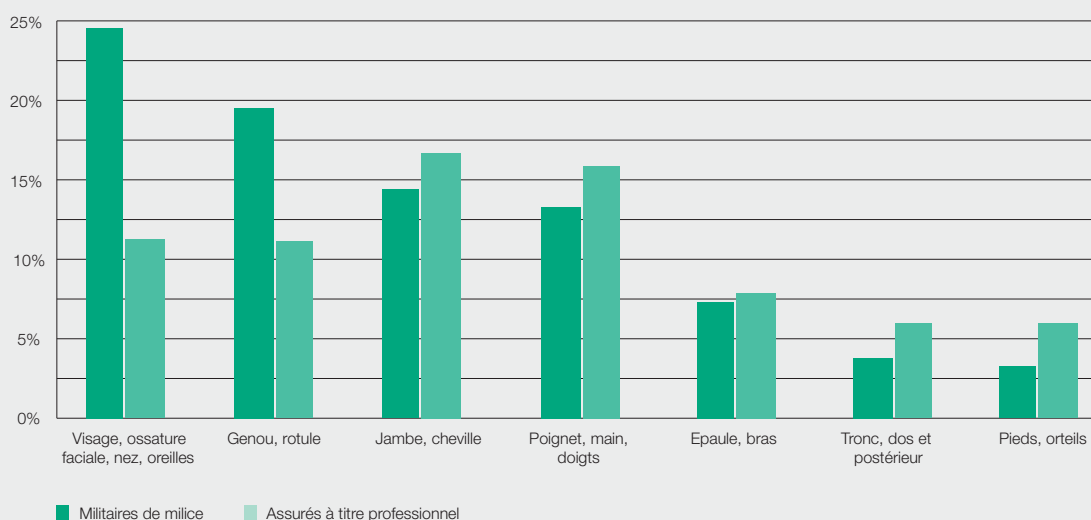
Diagnostics de maladies

Comme jusqu'à présent, les maladies du système musculosquelettique sont les plus fréquemment diagnostiquées et représentent une part de près de 23 % en moyenne (cf. tableau 4.1.1). La fréquence la plus élevée (33 % des cas en 2012) a été enregistrée chez les militaires de milice de l'armée (graphique 12). La répartition variable des diagnostics au sein des différentes catégories d'assurés provient essentiellement du fait que les assurés à titre professionnel et facultatif sont assurés en permanence contre la maladie auprès de l'assurance

militaire, alors que les militaires de milice ne le sont que pendant la durée du service. Les autres catégories d'assurés n'apparaissent pas dans le graphique 12, car elles ne génèrent ensemble que quelque 11 % des cas ordinaires de maladie.

Le tableau 4.1.2 présente les frais de traitement et les indemnités journalières selon le groupe diagnostique de maladie. Pour calculer le coût par cas, on ne peut pas mettre directement en relation les cas et les dépenses courantes, car les coûts sur une année donnée contiennent toujours aussi des frais résultant de cas des années précé-

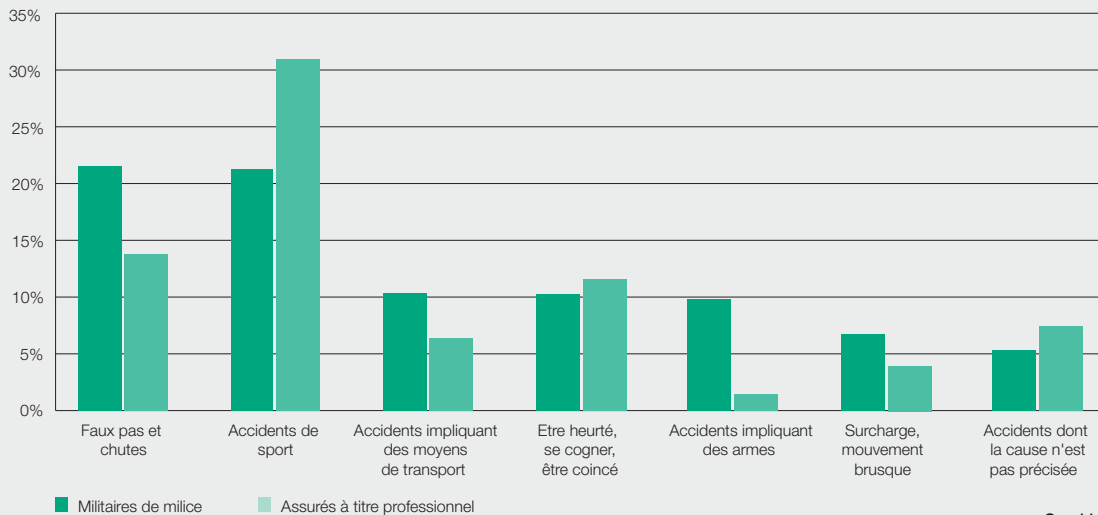
Cas d'accidents selon catégorie d'assurés et région du corps ciblées, 2012



Graphique 13

Les blessures aux genoux et les lésions dentaires (notamment les fractures et les luxations) constituent les principaux groupes de blessures d'accidents chez les militaires de milice.

Cas d'accidents selon catégorie d'assurés et cause de l'accident ciblées, 2012



Graphique 14

Chez les assurés à titre professionnel, l'assurance militaire couvre également les accidents survenus durant les loisirs, ce qui explique le pourcentage proportionnellement élevé des accidents de sport.

dentes. Il est néanmoins possible d'identifier des groupes de cas particulièrement onéreux (par ex. affections de l'appareil circulatoire, troubles psychiques et du comportement) et d'autres moins coûteux (par ex. affections du système respiratoire et de la peau).

Blessures par accident

Les cas d'accidents ordinaires reconnus sont présentés selon la partie du corps blessée et le type de blessure. Ces deux caractéristiques sont fournies par le diagnostic principal (selon Barell et al.; cf. tableau 4.3.1). Près de 200 groupes de lésions possibles ont été recensés à partir de 18 parties corporelles et 11 types de blessures. Cependant, une douzaine de groupes seulement présentent de l'intérêt en termes chiffrés.

Les fractures au niveau du visage (notamment les fractures dentaires) représentent le groupe le plus important avec 14 % environ de la totalité des cas, suivi de près par le groupe des entorses, contusions et déchirures de ligaments ou de tendons dans la région du genou (9,2 % des cas) ainsi que de la jambe et de la cheville (7,7 % des cas). Aucun autre groupe de lésions n'atteint un taux supérieur à 5 %.

Le graphique 13 montre les sept parties du corps les plus souvent touchées en 2012 chez les militaires de milice de l'armée et les assurés à titre professionnel (y c. les militaires contractuels). Les lésions dentaires et les blessures au genou sont

beaucoup plus fréquentes chez les militaires de milice de l'armée que chez les assurés à titre professionnel. Ces derniers subissent en revanche davantage d'accidents entraînant des blessures au dos, aux mains et aux jambes.

La répartition inégale du type de blessures entre les deux catégories d'assurés est due en premier lieu à la variété des activités (ou différence de pondération des activités) de chacun de ces groupes. Un militaire de milice est proportionnellement exposé plus longtemps au bruit des tirs qu'un militaire de carrière durant la période assurée. Il n'est de ce fait pas étonnant que les lésions de l'ouïe soient plus fréquentes chez les miliciens que chez les assurés à titre professionnel (2,5 % de la totalité des accidents contre 0,7 %). Une autre cause possible de la distribution inégale des types de blessures est la répartition non uniforme des classes d'âges entre les deux catégories d'assurés, ou éventuellement un comportement différent face à l'annonce des cas.

Causes d'accidents

Plus de 23 % des accidents se produisent en pratiquant une activité sportive (graphique 14). D'autres causes importantes sont les chutes (20 %) et les chocs, coups ou écrasements (10,4 %). Le nombre de suites tardives enregistrées depuis 2008 a diminué de moitié (actuellement 3,3 %) par rapport aux années précédentes. Ce recul n'est toutefois pas dû à une baisse des annonces de suites tardives, mais parce qu'il est maintenant possible, grâce à

une adaptation dans le système de saisie, de relier au cas initial un grand nombre d'accidents déclarés comme suites tardives et d'établir ainsi les causes réelles des accidents.

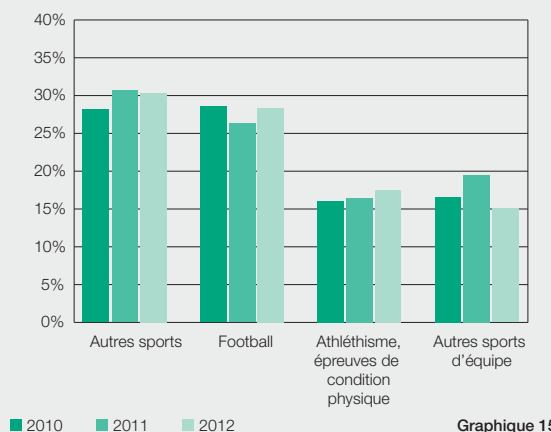
Les accidents impliquant un véhicule (à moteur), soit quelque 10 % de tous les accidents, occasionnent des frais proportionnellement presque deux fois plus élevés (tableaux 4.2.1 et 4.2.2) et sont par conséquent très onéreux. Les séquelles aussi sont en règle générale plus coûteuses. La part des frais générés par les accidents de la catégorie «chocs, coups, écrasements, etc.» est en revanche nettement inférieure à la proportion correspondante de cas.

Accidents de sport

En 2012, les accidents de sport ont représenté 22 % environ de l'ensemble des accidents enregistrés pour l'effectif total de l'assurance militaire. Ce pourcentage est de 21,4 % chez les militaires de milice de l'armée et de 31,2 % chez les assurés à titre professionnel. La raison de cette différence réside peut-être dans le fait que le temps libre des militaires de milice, contrairement aux assurés à titre professionnel, n'est que partiellement couvert (congé) par l'assurance militaire.

Environ 70 % des accidents de sport chez les militaires de milice de l'armée peuvent être répartis sur quatre groupes (graphique 15). Près de la moitié des accidents surviennent dans des sports d'équipe et 9 % environ dans la pratique du ski et du snowboard en service ou durant les loisirs.

Accidents de sport chez les militaires de milice: proportion des types de sports les plus fréquents, 2010 bis 2012



Graphique 15

Environ 20 % des accidents chez les militaires de milice sont des accidents de sport.

Bibliographie

Barell, Vita et al. 2002: An introduction to the Barell body region by nature of injury diagnosis matrix. *Injury Prevention* 8, 91-96.

Abréviations et signes conventionnels

Abréviations

AI	Assurance invalidité
AM	Assurance militaire
AVS	Assurance vieillesse et survivants
CIM-10	Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé
CSA	Corps suisse d'aide humanitaire
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ISM	Système d'information de l'assurance militaire
J+S	Jeunesse + Sport
LAA	Loi fédérale sur l'assurance-accidents (du 20.03.1981)
LAM	Loi fédérale sur l'assurance militaire (du 19.06.1992)
LAMal	Loi fédérale sur l'assurance-maladie (du 18.03.1994)
OAM	Ordonnance sur l'assurance militaire (du 10.11.1993)
RpAI	Rente pour atteinte à l'intégrité
Suva	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
Swisscoy	Compagnie suisse; promotion de la paix

Signes conventionnels

– Un trait à la place d'un chiffre équivaut à zéro (néant) ou signifie que les conditions requises pour une inscription ne sont pas remplies.

0 Zéro (ou 0,0 etc.) désigne une grandeur inférieure à la moitié de la plus petite décimale ou de la plus petite unité de valeur indiquée.

Les différences éventuelles entre les totaux et la somme des valeurs individuelles sont dues à des écarts d'arrondi.

Annexe 1

Effectif assuré

1.1	Effectif assuré de 1976 à 2012	30
1.2	Effectif assuré par catégorie d'assurés	31

Effectif assuré 1976 – 2012 (catégories principales)

Année	Jours de service		Assurés à titre professionnel ²
	Militaires de milice	Membres de la protection civile ¹	
1976	11 831 537	493 229	3 615
1977	12 055 625	535 391	3 604
1978	12 574 049	568 400	3 640
1979	12 487 247	623 888	3 643
1980	12 408 384	625 537	3 638
1981	12 696 323	669 728	3 594
1982	12 810 687	761 301	3 574
1983	13 000 502	748 800	3 626
1984	13 148 572	922 632	3 631
1985	13 091 683	978 000	3 631
1986	13 273 563	1 017 80	3 619
1987	13 050 268	964 919	3 609
1988	13 005 544	901 000	3 616
1989	12 682 509	1 045 000	3 619
1990	11 993 277	1 090 700	3 607
1991	11 248 475	1 016 800	3 616
1992	10 483 646	921 227	3 634
1993	10 026 496	779 442	3 647
1994	9 213 973	680 000	3 588
1995	7 162 508	687 222	3 579
1996	7 012 325	715 552	3 480
1997	6 724 836	641 000	3 653
1998	6 512 088	566 453	3 628
1999	6 528 828	530 280	3 687
2000	6 264 351	522 085	3 631
2001	6 425 701	547 765	3 592
2002	6 328 552	516 438	4 422
2003	6 511 142	484 444	4 706
2004 ³	5 261 990	269 705	4 609
2005	6 019 542	215 539	4 351
2006	6 310 537	269 581	3 900
2007	6 565 579	358 186	4 099
2008	6 366 937	356 656	3 953
2009	6 375 549	383 284	3 989
2010	6 391 931	400 191	3 834
2011	6 237 901	395 659	3 685
2012	6 310 654	-	3 627

¹ Le nombre de jours de service effectués par les membres de la protection civile durant l'exercice écoulé sera connu après la clôture de rédaction seulement.

² Dès 2002, militaires contractuels inclus

³ En 2004, une école de recrues de moins a été accomplie à titre exceptionnel.

Tableau 1.2

Effectif assuré

Catégorie d'assurés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total des jours de service des miliciens	7 039 277	7 413 083	7 235 638	7 003 093	7 781 429	7 843 468	7 652 281
Militaires de milice	6 310 537	6 565 579	6 366 937	6 375 549	6 391 931	6 237 901	6 310 654
Membres de la protection civile ¹	269 581	358 186	356 656	383 284	400 191	395 659	–
Membres du service civil	338 098	356 653	397 487	531 563	878 894	1 083 604	1 179 050
Participants à des actions de maintien de la paix	87 056	106 430	87 588	65 815	73 106	82 684	113 174
Membres du CSA	34 005	26 235	26 970	30 166	37 307	43 620	49 403
Assurés à titre professionnel DDPS ²							
Assurés	3 900	4 099	3 953	3 989	3 834	3 685	3 627
Assurés à titre professionnel	2 985	2 987	2 974	3 068	3 112	3 039	2 999
Militaires contractuels	915	1 112	979	921	722	646	628
Jours assurés ³	1 505 808	1 459 818	1 469 490	1 449 415	1 427 698	1 372 218	1 334 440
Assurés facultatifs ²							
Assurés	1 117	1 192	1 280	1 262	1 255	1 279	1 322
Jours assurés ³	390 185	421 393	451 140	463 915	459 353	462 455	474 683
Total des jours assurés ³	8 935 270	9 294 293	9 156 268	9 299 707	9 668 479	9 678 141	–
Membres du service de milice	79 %	80 %	79 %	79 %	80 %	81	–
Assurés à titre professionnel DDPS	17 %	16 %	16 %	16 %	15 %	14	–
Assurés facultatifs	4 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5	–

¹ Le nombre de jours de service effectués par les membres de la protection civile durant l'exercice écoulé sera connu après la clôture de rédaction seulement.

² Etat au 31 décembre de l'exercice

³ L'estimation du nombre de jours assurés se base sur la valeur moyenne de l'année présente et précédente, vu que le nombre de personnes est disponible avec l'état à la fin de l'année.

Annexe 2

Nombre et coûts des cas

2.1	Nombre et coûts des cas de 1976 à 2012	34
2.2	Nombre et coûts des cas par catégorie d'assurés	35
2.3	Nombre des cas de maladies et d'accidents	36
2.3.1	Nombre des cas de maladies	37
2.3.2	Nombre des cas d'accidents	38
2.4	Coûts, tous les cas	39
2.4.1	Coûts, cas de maladies	40
2.4.2	Coûts, cas d'accidents	41
2.5	Développement des coûts	42
2.6	Coûts selon le genre de prestation	44
2.7	Répartition des coûts	45

Nombre et coûts des cas 1976–2012

Année	Nouveaux cas enregistrés		Cas de rentes courants			Prestations d'assurance en 1000 CHF			
	Cas ordinaires	Cas simples ¹	Rentes d'invalidité	Rentes pour atteinte à l'intégrité	Rentes de survivants	Total	dont		
							frais de traitement	indemnité journalière ²	coûts des rentes
1976	31 923	–	6 217	495	2 961	158 045	26 500	32 274	99 271
1977	29 991	–	6 255	540	2 913	157 272	26 837	30 205	100 230
1978	29 450	–	6 220	583	2 879	156 280	25 789	29 966	100 526
1979	29 552	–	6 154	607	2 851	157 503	27 065	30 158	100 280
1980	29 344	–	6 163	654	2 795	164 708	26 000	30 500	108 208
1981	29 674	–	6 067	670	2 781	169 003	29 000	30 200	109 803
1982	29 971	–	5 990	696	2 735	183 218	30 300	31 427	121 490
1983	30 889	–	5 807	734	2 668	189 344	32 000	36 000	121 344
1984	30 573	–	5 602	781	2 661	206 080	37 513	35 473	133 095
1985	31 479	–	5 375	773	2 619	203 140	35 820	36 611	130 709
1986	31 650	–	5 262	747	2 564	212 571	39 800	36 537	136 234
1987	34 906	–	5 497	973	2 648	222 025	37 633	37 600	146 791
1988	33 686	–	5 186	859	2 610	218 329	44 374	38 400	135 554
1989	31 744	–	4 970	787	2 595	215 227	49 550	39 284	126 392
1990	31 422	–	4 815	773	2 537	226 465	52 000	40 294	134 171
1991	29 200	–	4 529	684	2 436	231 919	57 941	41 300	132 678
1992	29 929	–	4 567	755	2 456	245 320	55 533	44 500	145 287
1993	28 230	–	4 425	738	2 417	258 457	62 097	43 711	152 649
1994	22 772	–	4 330	731	2 468	243 986	51 589	42 149	150 249
1995	16 979	–	4 236	770	2 447	238 239	46 484	35 355	156 400
1996	16 327	–	4 121	764	2 403	234 775	44 178	35 969	154 628
1997	16 816	–	3 314	785	2 357	237 740	45 541	32 203	159 996
1998	16 622	–	3 250	720	2 337	232 216	44 000	31 000	157 215
1999	16 263	27 645	3 201	727	2 272	219 255	38 768	29 090	151 397
2000	16 509	27 444	3 131	734	2 224	218 138	41 758	28 503	147 878
2001	16 387	25 464	3 149	727	2 173	225 969	46 419	32 045	147 505
2002	17 185	26 373	3 104	735	2 108	232 659	48 574	36 266	147 818
2003	16 925	23 012	3 009	688	2 038	228 418	50 401	35 302	142 714
2004	15 805	18 610	2 932	663	1 981	215 109	49 614	30 151	135 344
2005	15 197	19 405	2 844	647	1 918	211 725	50 358	28 559	132 808
2006	15 019	17 825	2 739	607	1 847	206 386	49 295	29 534	127 558
2007	13 940	18 579	2 669	606	1 771	204 961	51 570	27 915	125 477
2008	14 545	20 081	2 555	590	1 718	202 273	53 892	26 985	121 396
2009	14 537	21 593	2 455	572	1 627	201 485	55 320	27 833	118 332
2010	14 558	21 336	2 377	569	1 589	200 734	57 681	28 289	114 764
2011	14 388	23 705	2 299	545	1 527	197 025	57 569	28 099	111 358
2012	14 267	23 295	2 228	531	1 464	194 848	59 462	28 468	106 918

¹ Les cas simples apparaissent dès l'année 1999.² Autres prestations en espèces à court terme incluses

Nombre et coûts des cas 2012

Tous les cas

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	37 562	23 295	14 267	194 848	59 462	28 468	106 918
Militaires de milice	23 967	18 704	5 263	118 055	31 847	18 639	67 569
Membres de la protection civile	1 498	886	612	6 244	1 450	1 041	3 753
Membres du service civil	4 213	3 705	508	3 626	2 743	752	131
Assurés à titre professionnel	4 686	–	4 686	51 501	12 292	6 394	32 815
Militaires contractuels	617	–	617	1 758	1 017	643	98
Assurés facultatifs	1 990	–	1 990	8 925	8 627	79	219
Participants à des actions de maintien de la paix	308	–	308	1 180	520	574	86
Membres du CSA	235	–	235	661	173	196	292
Autres ²	48	–	48	2 899	794	150	1 956

Cas de maladies

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	27 112	16 977	10 135	115 688	39 922	13 210	62 556
Militaires de milice	16 233	13 534	2 699	58 019	17 513	6 609	33 897
Membres de la protection civile	895	574	321	2 256	444	307	1 505
Membres du service civil	3 159	2 869	290	2 003	1 690	277	36
Assurés à titre professionnel	3 995	–	3 995	41 898	10 819	4 847	26 231
Militaires contractuels	502	–	502	1 284	817	423	45
Assurés facultatifs	1 835	–	1 835	8 254	7 959	76	219
Participants à des actions de maintien de la paix	259	–	259	998	454	484	60
Membres du CSA	215	–	215	610	160	159	292
Autres ²	19	–	19	366	66	29	271

Cas d'accidents

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	10 450	6 318	4 132	79 160	19 541	15 258	44 362
Militaires de milice	7 734	5 170	2 564	60 036	14 334	12 030	33 672
Membres de la protection civile	603	312	291	3 988	1 006	735	2 247
Membres du service civil	1 054	836	218	1 623	1 052	475	95
Assurés à titre professionnel	691	–	691	9 603	1 473	1 547	6 583
Militaires contractuels	115	–	115	474	200	220	54
Assurés facultatifs	155	–	155	670	668	3	–
Participants à des actions de maintien de la paix	49	–	49	182	66	90	26
Membres du CSA	20	–	20	51	13	37	–
Autres ²	29	–	29	2 534	728	121	1 685

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

² Anciens assurés J+S inclus

Nombre de cas de maladies et d'accidents

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	39 937	23 012	16 925	15 477	3 172	100	118	37	53
2004	34 415	18 610	15 805	14 373	2 662	83	110	34	42
2005	34 602	19 405	15 197	13 963	2 698	69	102	35	38
2006	32 844	17 825	15 019	13 057	2 591	55	77	37	34
2007	32 519	18 579	13 940	12 222	2 499	79	77	40	28
2008	34 626	20 081	14 545	12 836	2 659	35	84	28	30
2009	36 130	21 593	14 537	13 045	2 723	39	81	33	22
2010	35 894	21 336	14 558	13 077	2 767	38	93	41	28
2011	38 093	23 705	14 388	12 848	2 628	31	74	38	20
2012	37 562	23 295	14 267	12 862	–	51	73	37	27

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	29 046	22 155	6 891	5 959	1 862	79	97	19	36
2004	23 220	17 579	5 641	4 719	1 399	67	95	16	23
2005	23 866	18 282	5 584	4 797	1 440	50	83	12	21
2006	22 663	16 656	6 007	4 787	1 454	37	62	14	16
2007	23 009	17 202	5 807	4 664	1 447	56	56	15	14
2008	24 133	18 241	5 892	4 743	1 508	29	63	11	16
2009	24 829	19 464	5 365	4 440	1 515	23	65	17	15
2010	23 869	18 162	5 707	4 736	1 562	29	75	10	17
2011	24 805	19 298	5 507	4 495	1 542	23	66	17	9
2012	23 967	18 704	5 263	4 386	–	37	59	14	14

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	7 525	–	7 525	7 171	1 018	18	13	14	15
2004	7 669	1	7 668	7 332	1 044	13	7	13	18
2005	7 073	–	7 073	6 771	1 003	11	11	16	14
2006	6 390	–	6 390	5 817	894	15	6	16	18
2007	5 437	–	5 437	5 041	789	13	9	12	10
2008	5 741	–	5 741	5 404	861	2	13	9	13
2009	5 988	–	5 988	5 656	924	9	11	5	3
2010	5 544	–	5 544	5 262	873	5	9	17	7
2011	5 348	–	5 348	5 072	773	3	4	8	7
2012	5 303	–	5 303	5 055	–	5	8	12	13

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	3 366	857	2 509	2 347	292	3	8	4	2
2004	3 526	1 030	2 496	2 322	219	3	8	5	1
2005	3 663	1 123	2 540	2 395	255	8	8	7	3
2006	3 791	1 169	2 622	2 453	243	3	9	7	–
2007	4 073	1 377	2 696	2 517	263	10	12	13	4
2008	4 752	1 840	2 912	2 689	290	4	8	8	1
2009	5 313	2 129	3 184	2 949	284	7	5	11	4
2010	6 481	3 174	3 307	3 079	332	4	9	14	4
2011	7 940	4 407	3 533	3 281	313	5	4	13	4
2012	8 292	4 591	3 701	3 421	–	9	6	11	–

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Nombre de cas de maladies

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	30 477	18 324	12 153	10 989	1 831	66	49	30	46
2004	26 313	14 480	11 833	10 598	1 610	51	52	29	41
2005	25 782	14 703	11 079	10 031	1 532	37	44	28	25
2006	23 777	13 291	10 486	8 843	1 374	30	37	29	24
2007	23 104	13 672	9 432	8 071	1 242	39	20	30	15
2008	24 491	14 602	9 889	8 623	1 365	11	29	22	19
2009	25 812	15 790	10 022	8 884	1 445	22	30	20	12
2010	25 128	15 090	10 038	8 968	1 382	26	30	34	23
2011	27 139	17 119	10 020	8 882	1 334	15	19	32	18
2012	27 112	16 977	10 135	9 079	–	22	19	26	19

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	21 690	17 728	3 962	3 264	912	47	33	14	29
2004	17 104	13 719	3 385	2 624	679	37	40	13	22
2005	16 979	13 889	3 090	2 466	614	25	33	8	10
2006	15 530	12 455	3 075	2 092	565	13	29	11	13
2007	15 455	12 651	2 804	1 954	520	24	11	9	4
2008	16 061	13 247	2 814	2 031	569	7	18	8	11
2009	16 745	14 199	2 546	1 896	596	11	21	8	7
2010	15 550	12 726	2 824	2 189	571	18	19	7	12
2011	16 570	13 810	2 760	2 069	605	10	16	13	8
2012	16 233	13 534	2 699	2 087	–	12	13	8	13

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	6 260	–	6 260	5 924	771	16	11	12	15
2004	6 460	1	6 459	6 136	811	12	6	13	18
2005	5 939	–	5 939	5 642	777	9	7	13	14
2006	5 306	–	5 306	4 786	690	15	5	12	11
2007	4 492	–	4 492	4 123	593	10	7	10	8
2008	4 764	–	4 764	4 461	652	2	9	6	8
2009	4 923	–	4 923	4 626	716	8	8	3	3
2010	4 602	–	4 602	4 346	668	5	7	15	7
2011	4 470	–	4 470	4 219	587	3	3	8	6
2012	4 497	–	4 497	4 270	–	5	5	8	6

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	2 527	596	1 931	1 801	148	3	5	4	2
2004	2 749	760	1 989	1 838	120	2	6	3	1
2005	2 864	814	2 050	1 923	141	3	4	7	1
2006	2 941	836	2 105	1 965	119	2	3	6	–
2007	3 157	1 021	2 136	1 994	129	5	2	11	3
2008	3 666	1 355	2 311	2 131	144	2	2	8	–
2009	4 144	1 591	2 553	2 362	133	3	1	9	2
2010	4 976	2 364	2 612	2 433	143	3	4	12	4
2011	6 099	3 309	2 790	2 594	142	2	–	11	4
2012	6 382	3 443	2 939	2 722	–	5	1	10	–

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Nombre de cas d'accidents

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	9 460	4 688	4 772	4 488	1 341	34	69	7	7
2004	8 102	4 130	3 972	3 775	1 052	32	58	5	1
2005	8 820	4 702	4 118	3 932	1 166	32	58	7	13
2006	9 067	4 534	4 533	4 214	1 217	25	40	8	10
2007	9 415	4 907	4 508	4 151	1 257	40	57	10	13
2008	10 135	5 479	4 656	4 213	1 294	24	55	6	11
2009	10 318	5 803	4 515	4 161	1 278	17	51	13	10
2010	10 766	6 246	4 520	4 109	1 385	12	63	7	5
2011	10 954	6 586	4 368	3 966	1 294	16	55	6	2
2012	10 450	6 318	4 132	3 783	–	29	54	11	8

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	7 356	4 427	2 929	2 695	950	32	64	5	7
2004	6 116	3 860	2 256	2 095	720	30	55	3	1
2005	6 887	4 393	2 494	2 331	826	25	50	4	11
2006	7 133	4 201	2 932	2 695	889	24	33	3	3
2007	7 554	4 551	3 003	2 710	927	32	45	6	10
2008	8 072	4 994	3 078	2 712	939	22	45	3	5
2009	8 084	5 265	2 819	2 544	919	12	44	9	8
2010	8 319	5 436	2 883	2 547	991	11	56	3	5
2011	8 235	5 488	2 747	2 426	937	13	50	4	1
2012	7 734	5 170	2 564	2 299	–	25	46	6	1

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	1 265	–	1 265	1 247	247	2	2	2	–
2004	1 209	–	1 209	1 196	233	1	1	–	–
2005	1 134	–	1 134	1 129	226	2	4	3	–
2006	1 084	–	1 084	1 031	204	–	1	4	7
2007	945	–	945	918	196	3	2	2	2
2008	977	–	977	943	209	–	4	3	5
2009	1 065	–	1 065	1 030	208	1	3	2	–
2010	942	–	942	916	205	–	2	2	–
2011	878	–	878	853	186	–	1	–	1
2012	806	–	806	785	–	–	3	4	7

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2003	839	261	578	546	144	–	3	–	–
2004	777	270	507	484	99	1	2	2	–
2005	799	309	490	472	114	5	4	–	2
2006	850	333	517	488	124	1	6	1	–
2007	916	356	560	523	134	5	10	2	1
2008	1 086	485	601	558	146	2	6	–	1
2009	1 169	538	631	587	151	4	4	2	2
2010	1 505	810	695	646	189	1	5	2	–
2011	1 841	1 098	743	687	171	3	4	2	–
2012	1 910	1 148	762	699	–	4	5	1	–

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Coûts, tous les cas

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	228 418	50 401	6 734	43 667	35 302	76 817	8 461	57 436
2004	215 109	49 614	5 681	43 933	30 151	72 847	6 770	55 727
2005	211 725	50 358	6 408	43 949	28 559	71 814	6 802	54 191
2006	206 386	49 295	6 230	43 064	29 534	68 448	6 948	52 161
2007	204 961	51 570	7 122	44 448	27 915	67 631	5 889	51 957
2008	202 273	53 892	7 958	45 934	26 985	65 141	5 967	50 288
2009	201 485	55 320	8 529	46 791	27 833	63 808	5 119	49 405
2010	200 734	57 681	8 487	49 193	28 289	60 721	5 699	48 344
2011	197 025	57 569	9 578	47 990	28 099	59 251	4 749	47 358
2012	194 848	59 462	10 259	49 203	28 468	55 835	5 452	45 630

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	146 314	31 441	6 515	24 926	23 101	51 538	6 262	33 971
2004	136 161	28 648	5 449	23 199	19 333	49 668	5 584	32 929
2005	131 885	28 506	6 146	22 360	16 702	49 119	5 729	31 829
2006	128 472	28 189	5 925	22 264	17 860	46 513	5 600	30 311
2007	127 785	30 194	6 672	23 521	17 611	45 340	4 557	30 084
2008	126 571	32 178	7 355	24 824	17 736	43 544	4 313	28 800
2009	125 390	32 121	7 821	24 300	18 364	42 664	4 075	28 166
2010	123 215	31 781	7 416	24 366	18 749	40 640	4 463	27 581
2011	120 918	31 680	8 048	23 632	18 627	39 603	3 980	27 026
2012	118 055	31 847	8 557	23 290	18 639	37 305	4 066	26 198

Assurés à titre professionnel⁷

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	67 042	13 576	1	13 575	9 003	20 887	1 382	22 195
2004	64 416	14 572	2	14 571	8 217	19 295	851	21 480
2005	63 758	14 107	1	14 106	9 292	18 680	604	21 074
2006	60 718	12 849	3	12 847	8 675	17 875	717	20 601
2007	59 758	12 931	0	12 931	7 352	18 049	851	20 575
2008	57 275	12 026	–	12 026	6 658	17 473	1 178	19 940
2009	56 645	12 452	–	12 452	6 824	16 964	661	19 744
2010	56 464	13 263	–	13 263	7 084	16 189	714	19 214
2011	53 835	12 335	1	12 334	6 652	15 685	450	18 713
2012	53 259	13 309	–	13 309	7 037	14 546	580	17 787

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	15 062	5 384	218	5 166	3 199	4 393	817	1 269
2004	14 532	6 394	231	6 163	2 601	3 885	335	1 318
2005	16 083	7 745	261	7 484	2 565	4 015	469	1 288
2006	17 197	8 257	303	7 954	2 999	4 060	631	1 250
2007	17 418	8 445	450	7 995	2 951	4 243	481	1 298
2008	18 427	9 688	603	9 085	2 591	4 124	477	1 548
2009	19 451	10 747	707	10 039	2 646	4 180	383	1 496
2010	21 055	12 637	1 072	11 565	2 455	3 892	522	1 549
2011	22 273	13 553	1 530	12 024	2 819	3 963	319	1 618
2012	23 535	14 306	1 702	12 604	2 792	3 984	806	1 646

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Coûts, cas de maladies

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	141 099	34 008	5 197	28 811	19 155	45 065	3 991	38 881
2004	135 445	34 452	4 412	30 041	17 228	42 744	3 012	38 008
2005	131 960	34 368	4 724	29 644	16 104	41 579	2 866	37 042
2006	125 888	32 362	4 491	27 871	14 887	40 255	2 908	35 476
2007	123 448	33 691	5 094	28 596	13 629	39 307	1 959	34 861
2008	120 731	34 392	5 604	28 788	12 911	37 310	2 688	33 430
2009	119 609	35 874	6 088	29 786	12 712	36 062	2 117	32 843
2010	118 844	37 466	5 808	31 658	12 938	34 271	2 229	31 940
2011	117 181	37 935	6 638	31 297	13 121	33 549	1 641	30 935
2012	115 688	39 922	7 207	32 715	13 210	31 568	1 599	29 389

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	78 187	18 841	5 047	13 794	10 525	25 000	2 433	21 389
2004	73 695	17 072	4 234	12 838	9 234	24 398	2 142	20 848
2005	69 980	16 528	4 537	11 991	7 330	23 518	2 183	20 422
2006	65 566	14 900	4 278	10 621	6 476	22 724	2 177	19 290
2007	64 168	16 048	4 774	11 274	6 619	21 624	1 169	18 708
2008	64 222	17 461	5 162	12 299	7 040	20 126	1 774	17 822
2009	62 092	16 956	5 567	11 390	6 794	19 404	1 504	17 433
2010	60 754	17 070	5 049	12 021	6 696	18 645	1 464	16 879
2011	59 645	17 136	5 562	11 574	6 786	18 116	1 250	16 358
2012	58 019	17 513	6 006	11 507	6 609	17 118	1 104	15 675

Assurés à titre professionnel⁷

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	54 938	11 657	1	11 656	6 921	18 575	1 022	16 763
2004	53 440	12 755	2	12 753	6 473	17 058	736	16 419
2005	52 464	12 135	1	12 134	7 247	16 745	451	15 886
2006	49 736	11 092	3	11 089	6 564	16 132	475	15 473
2007	48 969	11 308	–	11 308	5 347	16 259	666	15 389
2008	46 247	10 204	–	10 204	4 602	15 818	813	14 811
2009	45 699	10 681	–	10 681	4 714	15 268	518	14 519
2010	45 544	11 286	–	11 286	5 074	14 467	582	14 134
2011	43 602	10 507	1	10 506	5 001	14 164	337	13 593
2012	43 182	11 636	–	11 636	5 270	13 159	414	12 703

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	7 974	3 510	149	3 361	1 709	1 490	536	729
2004	8 310	4 625	176	4 450	1 522	1 288	135	741
2005	9 515	5 705	187	5 518	1 527	1 317	232	735
2006	10 587	6 371	210	6 161	1 846	1 399	257	714
2007	10 310	6 334	320	6 014	1 664	1 425	123	764
2008	10 263	6 728	442	6 286	1 270	1 366	101	797
2009	11 817	8 237	521	7 716	1 204	1 391	95	891
2010	12 546	9 111	759	8 352	1 168	1 158	183	926
2011	13 934	10 292	1 075	9 217	1 335	1 269	54	984
2012	14 487	10 773	1 201	9 572	1 331	1 290	82	1 011

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Coûts, cas d'accidents

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	87 319	16 393	1 538	14 856	16 148	31 753	4 470	18 555
2004	79 664	15 162	1 269	13 892	12 922	30 103	3 758	17 719
2005	79 766	15 990	1 684	14 306	12 455	30 235	3 937	17 149
2006	80 498	16 933	1 740	15 193	14 647	28 193	4 040	16 685
2007	81 514	17 879	2 028	15 851	14 285	28 324	3 930	17 095
2008	81 542	19 500	2 354	17 146	14 074	27 831	3 279	16 858
2009	81 877	19 446	2 441	17 005	15 121	27 746	3 002	16 562
2010	81 890	20 214	2 679	17 535	15 352	26 450	3 470	16 404
2011	79 844	19 634	2 941	16 693	14 978	25 702	3 108	16 423
2012	79 160	19 541	3 053	16 488	15 258	24 268	3 853	16 241

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	68 126	12 600	1 468	11 132	12 577	26 538	3 829	12 582
2004	62 467	11 576	1 214	10 361	10 099	25 269	3 442	12 080
2005	61 904	11 978	1 609	10 369	9 372	25 601	3 546	11 407
2006	62 906	13 289	1 646	11 643	11 384	23 789	3 423	11 021
2007	63 617	14 145	1 899	12 247	10 992	23 716	3 387	11 375
2008	62 349	14 717	2 193	12 525	10 696	23 419	2 539	10 979
2009	63 298	15 165	2 255	12 910	11 569	23 260	2 571	10 733
2010	62 461	14 712	2 367	12 345	12 053	21 995	2 999	10 702
2011	61 272	14 544	2 486	12 058	11 841	21 488	2 730	10 668
2012	60 036	14 334	2 552	11 783	12 030	20 187	2 963	10 522

Assurés à titre professionnel⁷

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	12 105	1 919	–	1 919	2 081	2 312	360	5 432
2004	10 976	1 818	–	1 818	1 744	2 237	115	5 061
2005	11 294	1 972	–	1 972	2 045	1 936	153	5 188
2006	10 982	1 758	–	1 758	2 111	1 744	242	5 128
2007	10 789	1 623	–	1 623	2 005	1 790	185	5 186
2008	11 028	1 822	–	1 822	2 057	1 655	365	5 129
2009	10 945	1 771	–	1 771	2 110	1 696	143	5 225
2010	10 921	1 977	–	1 977	2 011	1 722	131	5 079
2011	10 233	1 828	–	1 828	1 652	1 521	113	5 120
2012	10 077	1 673	–	1 673	1 767	1 387	166	5 084

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2003	7 088	1 874	69	1 805	1 490	2 903	281	540
2004	6 222	1 768	55	1 713	1 079	2 597	200	577
2005	6 567	2 040	75	1 966	1 038	2 698	237	554
2006	6 610	1 886	93	1 793	1 153	2 661	375	536
2007	7 108	2 110	130	1 981	1 288	2 818	357	535
2008	8 165	2 960	161	2 799	1 321	2 758	376	750
2009	7 633	2 509	186	2 323	1 442	2 789	288	605
2010	8 509	3 526	313	3 213	1 288	2 734	339	623
2011	8 339	3 261	455	2 807	1 485	2 693	265	634
2012	9 047	3 533	501	3 032	1 461	2 694	724	635

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Développement des coûts, tous les cas, en valeur absolue

Année de l'enregistrement	Total des coûts en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	191 525	163 518	153 619	144 270	137 686	130 881	126 965	120 005	114 574	108 174	< 2003
2003	36 893	20 207	6 992	5 903	4 605	4 076	3 331	2 895	3 203	2 411	2003
2004	-	31 384	18 410	7 281	5 395	3 768	3 685	3 436	2 850	2 797	2004
2005	-	-	32 704	16 591	5 269	3 634	2 871	2 518	2 556	2 262	2005
2006	-	-	-	32 341	17 327	6 387	4 386	3 740	2 825	2 479	2006
2007	-	-	-	-	34 678	16 328	5 729	4 880	3 678	3 711	2007
2008	-	-	-	-	-	37 200	16 692	5 991	4 140	3 734	2008
2009	-	-	-	-	-	-	37 826	18 660	6 512	4 128	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	38 610	18 781	6 264	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	37 905	20 062	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38 827	2012
Total	228 418	215 109	211 725	206 386	204 961	202 273	201 485	200 734	197 025	194 848	Total

Année de l'enregistrement	Frais de traitement en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	28 837	20 397	17 431	15 675	14 447	13 841	13 253	12 536	11 244	10 575	< 2003
2003	21 564	9 483	2 337	1 442	1 260	1 118	981	878	874	500	2003
2004	-	19 734	9 500	2 994	2 055	1 255	1 369	1 068	1 036	788	2004
2005	-	-	21 090	8 553	2 371	1 514	1 169	1 051	1 198	933	2005
2006	-	-	-	20 631	9 217	3 051	1 988	1 787	1 561	1 172	2006
2007	-	-	-	-	22 220	9 328	2 537	2 264	1 554	1 650	2007
2008	-	-	-	-	-	23 785	9 793	2 890	1 931	1 826	2008
2009	-	-	-	-	-	-	24 230	11 023	3 134	1 911	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	24 185	10 927	2 978	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	24 111	11 342	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 788	2012
Total	50 401	49 614	50 358	49 295	51 570	53 892	55 320	57 681	57 569	59 462	Total

Année de l'enregistrement	Indemnité journalière ¹ en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	20 460	9 847	6 273	5 264	3 988	3 029	2 536	2 020	1 678	1 532	< 2003
2003	14 842	9 090	2 813	2 308	1 310	592	493	351	390	316	2003
2004	-	11 215	7 926	3 006	1 246	802	376	342	275	230	2004
2005	-	-	11 548	7 548	2 037	1 102	721	465	392	354	2005
2006	-	-	-	11 408	7 366	2 245	1 451	949	504	475	2006
2007	-	-	-	-	11 969	6 132	2 521	1 573	989	722	2007
2008	-	-	-	-	-	13 083	6 275	1 952	1 106	760	2008
2009	-	-	-	-	-	-	13 460	6 827	2 453	1 376	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	13 811	6 834	2 424	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	13 478	7 563	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 716	2012
Total	35 302	30 151	28 559	29 534	27 915	26 985	27 833	28 289	28 099	28 468	Total

Année de l'enregistrement	Prestations de rentes en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	142 227	133 274	129 915	123 331	119 252	114 011	111 176	105 449	101 652	96 068	< 2003
2003	487	1 635	1 842	2 153	2 035	2 366	1 857	1 666	1 939	1 595	2003
2004	-	435	985	1 282	2 095	1 711	1 940	2 026	1 539	1 779	2004
2005	-	-	66	490	861	1 018	981	1 002	967	976	2005
2006	-	-	-	302	745	1 090	946	1 004	761	832	2006
2007	-	-	-	-	489	868	671	1 042	1 135	1 339	2007
2008	-	-	-	-	-	333	624	1 149	1 103	1 148	2008
2009	-	-	-	-	-	-	136	810	925	842	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	615	1 020	862	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	317	1 156	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	322	2012
Total	142 714	135 344	132 808	127 558	125 477	121 396	118 332	114 764	111 358	106 918	Total

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Développement des coûts, tous les cas, en pour-cent

Année de l'enregistrement	Total des coûts en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	83.8	76.0	72.6	69.9	67.2	64.7	63.0	59.8	58.2	55.5	< 2003
2003	16.2	9.4	3.3	2.9	2.2	2.0	1.7	1.4	1.6	1.2	2003
2004	-	14.6	8.7	3.5	2.6	1.9	1.8	1.7	1.4	1.4	2004
2005	-	-	15.4	8.0	2.6	1.8	1.4	1.3	1.3	1.2	2005
2006	-	-	-	15.7	8.5	3.2	2.2	1.9	1.4	1.3	2006
2007	-	-	-	-	16.9	8.1	2.8	2.4	1.9	1.9	2007
2008	-	-	-	-	-	18.4	8.3	3.0	2.1	1.9	2008
2009	-	-	-	-	-	-	18.8	9.3	3.3	2.1	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	19.2	9.5	3.2	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	19.2	10.3	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19.9	2012
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Frais de traitement en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	57.2	41.1	34.6	31.8	28.0	25.7	24.0	21.7	19.5	17.8	< 2003
2003	42.8	19.1	4.6	2.9	2.4	2.1	1.8	1.5	1.5	0.8	2003
2004	-	39.8	18.9	6.1	4.0	2.3	2.5	1.9	1.8	1.3	2004
2005	-	-	41.9	17.4	4.6	2.8	2.1	1.8	2.1	1.6	2005
2006	-	-	-	41.9	17.9	5.7	3.6	3.1	2.7	2.0	2006
2007	-	-	-	-	43.1	17.3	4.6	3.9	2.7	2.8	2007
2008	-	-	-	-	-	44.1	17.7	5.0	3.4	3.1	2008
2009	-	-	-	-	-	-	43.8	19.1	5.4	3.2	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	41.9	19.0	5.0	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	41.9	19.1	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43.4	2012
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Indemnité journalière ¹ en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	58.0	32.7	22.0	17.8	14.3	11.2	9.1	7.1	6.0	5.4	< 2003
2003	42.0	30.1	9.8	7.8	4.7	2.2	1.8	1.2	1.4	1.1	2003
2004	-	37.2	27.8	10.2	4.5	3.0	1.4	1.2	1.0	0.8	2004
2005	-	-	40.4	25.6	7.3	4.1	2.6	1.6	1.4	1.2	2005
2006	-	-	-	38.6	26.4	8.3	5.2	3.4	1.8	1.7	2006
2007	-	-	-	-	42.9	22.7	9.1	5.6	3.5	2.5	2007
2008	-	-	-	-	-	48.5	22.5	6.9	3.9	2.7	2008
2009	-	-	-	-	-	-	48.4	24.1	8.7	4.8	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	48.8	24.3	8.5	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	48.0	26.6	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44.7	2012
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Prestations de rentes en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
< 2003	99.7	98.5	97.8	96.7	95.0	93.9	94.0	91.9	91.3	89.9	< 2003
2003	0.3	1.2	1.4	1.7	1.6	1.9	1.6	1.5	1.7	1.5	2003
2004	-	0.3	0.7	1.0	1.7	1.4	1.6	1.8	1.4	1.7	2004
2005	-	-	-	0.4	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	2005
2006	-	-	-	0.2	0.6	0.9	0.8	0.9	0.7	0.8	2006
2007	-	-	-	-	0.4	0.7	0.6	0.9	1.0	1.3	2007
2008	-	-	-	-	-	0.3	0.5	1.0	1.0	1.1	2008
2009	-	-	-	-	-	-	0.1	0.7	0.8	0.8	2009
2010	-	-	-	-	-	-	-	0.5	0.9	0.8	2010
2011	-	-	-	-	-	-	-	-	0.3	1.1	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.3	2012
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Coûts selon le genre de prestation, tous les cas

Genre de prestation	en 1000 CHF			en %		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Total des prestations d'assurance	200 734	197 025	194 848	100.0	100.0	100.0
Total des prestations en espèces	28 289	28 099	28 468	14.1	14.3	14.6
Indemnité journalière	25 561	25 765	26 215	12.7	13.1	13.5
Frais de voyage	321	278	223	0.2	0.1	0.1
Indemnités supplémentaires de cures	64	47	47	0.0	0.0	0.0
Indemnités pour indépendants	160	179	54	0.1	0.1	0.0
Reclassement, aide en capital	1 560	1 246	1 387	0.8	0.6	0.7
Indemnisation des dommages matériels	8	6	2	0.0	0.0	0.0
Indemnités funéraires	539	468	526	0.3	0.2	0.3
Assistance juridique, frais de procédure	29	33	29	0.0	0.0	0.0
Divers ¹	47	77	-14	0.0	0.0	-0.0
Total des frais de traitement	57 681	57 569	59 462	28.7	29.2	30.5
Soins en milieu hospitalier	17 247	15 578	17 444	8.6	7.9	9.0
Soins ambulatoires, en milieu semi-hospitalier ²	10 684	11 316	12 032	5.3	5.7	6.2
Médecin	11 226	12 273	11 490	5.6	6.2	5.9
Pharmacie	4 783	4 649	4 482	2.4	2.4	2.3
Médecin-dentiste	952	928	935	0.5	0.5	0.5
Technicien-dentiste	301	313	300	0.1	0.2	0.2
Physiothérapeute	2 523	2 572	2 560	1.3	1.3	1.3
Chiropraticien	231	216	249	0.1	0.1	0.1
Psychologue	101	104	109	0.1	0.1	0.1
Ergothérapeute	132	159	204	0.1	0.1	0.1
Logopédiste	4	7	6	0.0	0.0	0.0
Opticien	386	287	260	0.2	0.1	0.1
Laboratoires	814	869	923	0.4	0.4	0.5
Homes	1 352	1 331	1 254	0.7	0.7	0.6
Spitex (soins à domicile)	636	789	653	0.3	0.4	0.3
Instituts de radiologie ²	1 162	765	1 197	0.6	0.4	0.6
Bottier-orthopédiste	896	916	1 102	0.4	0.5	0.6
Technicien-orthopédiste	684	645	490	0.3	0.3	0.3
Prothèses auditives	1 151	1 073	1 017	0.6	0.5	0.5
Moyens auxiliaires ²	1 594	1 868	2 029	0.8	0.9	1.0
Fitness, bains	43	38	29	0.0	0.0	0.0
Frais de transport et de sauvetage	641	689	533	0.3	0.3	0.3
Divers ¹	139	186	164	0.1	0.1	0.1
Total des rentes, rachats, etc.	114 764	111 358	106 918	57.2	56.5	54.9
Rentes d'invalidité	46 577	43 348	40 124	23.2	22.0	20.6
Rentes de reclassement	1 062	881	803	0.5	0.4	0.4
Allocations pour impotents	1 120	1 025	885	0.6	0.5	0.5
Rentes de vieillesse pour invalides	10 328	12 015	12 263	5.1	6.1	6.3
Rentes pour atteinte à l'intégrité	2 674	2 515	2 418	1.3	1.3	1.2
Rentes de survivants	45 225	44 447	42 819	22.5	22.6	22.0
Rentes de réversion	2 649	2 597	2 581	1.3	1.3	1.3
Rachats de rentes pour atteinte à l'intégrité	2 432	1 636	2 438	1.2	0.8	1.3
Rachats de rentes d'invalidité	-	308	35	-	0.2	0.0
Allocations d'aide ou de soins et autres allocations	1 712	1 734	1 715	0.9	0.9	0.9
Mesures de réadaptation	-	14	86	-	0.0	0.0
Réparations pour tort moral, indemnisations	470	313	231	0.2	0.2	0.1
Divers ¹	515	524	521	0.3	0.3	0.3

¹ En raison des remboursements, des montants négatifs sont possibles vu qu'ils ne peuvent plus être attribués au genre de prestation originale.

² L'écart par rapport à l'année précédente s'explique par une adaptation du système, d'où les variations qu'on peut observer au niveau de ces prestations.

Répartition des coûts, cas ordinaires

Frais de traitement

Cas ordinaires reconnus en 2008 avec état 2008				
Cas cumulés		Frais de traitement		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
1 121	10.0	77	0.1	0.3
2 241	20.0	130	0.2	1.0
3 361	30.0	190	0.3	2.1
4 481	40.0	270	0.6	3.7
5 602	50.0	374	1.0	5.8
6 722	60.0	524	1.5	8.8
7 842	70.0	786	2.2	13.2
8 402	75.0	1 013	2.7	16.3
8 962	80.0	1 319	3.3	20.2
9 522	85.0	1 948	4.2	25.6
10 082	90.0	3 347	5.7	34.3
10 194	91.0	3 674	6.0	36.6
10 306	92.0	4 102	6.5	39.3
10 418	93.0	4 554	7.0	42.2
10 530	94.0	5 049	7.5	45.5
10 642	95.0	5 849	8.1	49.1
10 754	96.0	6 866	8.8	53.5
10 866	97.0	8 621	9.7	58.7
10 978	98.0	11 108	10.8	65.4
11 090	99.0	16 209	12.3	74.4
11 102	99.1	17 170	12.5	75.6
11 113	99.2	18 366	12.7	76.8
11 124	99.3	19 627	12.9	78.1
11 135	99.4	21 941	13.1	79.5
11 146	99.5	24 021	13.4	81.0
11 158	99.6	27 452	13.7	82.9
11 169	99.7	31 736	14.0	84.8
11 180	99.8	44 265	14.4	87.4
11 191	99.9	71 646	15.0	90.9
11 202	100.0	239 510	16.5	100.0
12 836	Total des cas reconnus en 2008			
11 202	Cas avec frais de traitement jusqu'en 2008			
1 472	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Cas ordinaires reconnus en 2008 avec état 2012				
Cas cumulés		Frais de traitement		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
1 233	10.0	87	0.1	0.2
2 465	20.0	153	0.2	0.7
3 697	30.0	231	0.4	1.4
4 929	40.0	338	0.8	2.5
6 161	50.0	489	1.3	4.1
7 393	60.0	739	2.0	6.4
8 625	70.0	1 201	3.2	10.1
9 241	75.0	1 618	4.1	12.8
9 857	80.0	2 313	5.3	16.5
10 473	85.0	3 490	7.0	22.1
11 089	90.0	5 159	9.7	30.3
11 213	91.0	5 685	10.3	32.4
11 336	92.0	6 414	11.1	34.7
11 459	93.0	7 221	11.9	37.3
11 582	94.0	8 303	12.9	40.3
11 705	95.0	9 562	14.0	43.8
11 829	96.0	11 497	15.3	47.8
11 952	97.0	14 217	16.8	52.7
12 075	98.0	18 730	18.8	59.0
12 198	99.0	27 706	21.6	67.8
12 211	99.1	30 295	22.0	69.0
12 223	99.2	33 593	22.4	70.2
12 235	99.3	37 379	22.8	71.6
12 248	99.4	42 997	23.3	73.2
12 260	99.5	49 177	23.9	74.9
12 272	99.6	59 134	24.5	77.0
12 285	99.7	75 787	25.4	79.7
12 297	99.8	88 119	26.4	82.8
12 309	99.9	149 836	27.7	87.0
12 321	100.0	848 927	31.9	100.0
12 836	Total des cas reconnus en 2008			
12 321	Cas avec frais de traitement jusqu'en 2012			
2 589	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Indemnité journalière²

Cas ordinaires reconnus en 2008 avec état 2008				
Cas cumulés		Indemnité journalière		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
223	10.0	739	0.1	0.7
446	20.0	1 139	0.3	2.3
669	30.0	1 563	0.6	4.6
892	40.0	2 115	1.0	7.8
1 114	50.0	2 930	1.6	12.0
1 337	60.0	3 901	2.3	17.8
1 560	70.0	5 718	3.4	25.9
1 671	75.0	6 853	4.1	31.2
1 783	80.0	8 701	4.9	37.8
1 894	85.0	11 274	6.0	46.3
2 006	90.0	14 191	7.5	57.4
2 028	91.0	15 017	7.8	59.8
2 050	92.0	16 474	8.2	62.5
2 073	93.0	17 857	8.6	65.5
2 095	94.0	19 474	9.0	68.6
2 117	95.0	20 920	9.4	72.0
2 139	96.0	23 053	9.9	75.7
2 162	97.0	26 812	10.5	80.1
2 184	98.0	30 470	11.1	85.0
2 206	99.0	38 130	11.8	90.7
2 208	99.1	38 878	11.9	91.3
2 211	99.2	39 983	12.0	92.2
2 213	99.3	41 204	12.1	92.9
2 215	99.4	42 539	12.2	93.5
2 217	99.5	45 947	12.3	94.2
2 220	99.6	50 829	12.4	95.3
2 222	99.7	60 682	12.6	96.2
2 224	99.8	79 711	12.7	97.3
2 226	99.9	83 343	12.9	98.6
2 228	100.0	100 765	13.1	100.0
12 836	Total des cas reconnus en 2008			
2 228	Cas avec indemnité journalière jusqu'en 2008			
5 860	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Cas ordinaires reconnus en 2008 avec état 2012				
Cas cumulés		Indemnité journalière		
		Centile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
272	10.0	701	0.1	0.5
543	20.0	1 147	0.4	1.6
814	30.0	1 585	0.7	3.2
1 085	40.0	2 197	1.2	5.4
1 356	50.0	3 060	1.9	8.5
1 627	60.0	4 225	2.9	12.7
1 898	70.0	6 183	4.3	18.8
2 034	75.0	7 693	5.2	22.9
2 169	80.0	9 966	6.4	28.1
2 305	85.0	13 625	8.0	35.1
2 440	90.0	17 652	10.0	43.9
2 468	91.0	18 781	10.6	46.2
2 495	92.0	20 805	11.1	48.5
2 522	93.0	22 295	11.7	51.0
2 549	94.0	24 875	12.3	53.8
2 576	95.0	28 498	13.0	56.9
2 603	96.0	33 052	13.8	60.5
2 630	97.0	39 003	14.8	64.7
2 657	98.0	52 176	16.0	69.9
2 684	99.0	90 132	17.8	78.0
2 687	99.1	118 656	18.1	79.4
2 690	99.2	129 073	18.5	81.0
2 693	99.3	140 595	18.9	82.8
2 695	99.4	142 998	19.2	84.1
2 698	99.5	165 207	19.7	86.1
2 701	99.6	175 253	20.2	88.4
2 703	99.7	179 805	20.6	89.9
2 706	99.8	255 617	21.2	92.9
2 709	99.9	285 700	22.1	96.5
2 711	100.0	462 998	22.9	100.0
12 836	Total des cas reconnus en 2008			
2 711	Cas avec indemnité journalière jusqu'en 2012			
8 431	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

¹ Valeur maximale des coûts dans le pourcentage des cas correspondant² Autres prestations en espèces à court terme incluses

Annexe 3

Rentes

3.1	Nouvelles rentes fixées selon le genre de rentes	48
3.2	Rentes courantes et coûts des rentes selon le genre de rentes	48
3.3	Nouvelles rentes d'invalidité fixées selon le degré d'invalidité et l'âge	49
3.4	Rentes d'invalidité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge	49
3.5	Nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées selon le degré de l'atteinte à l'intégrité et l'âge	50
3.6	Rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge	50
3.7	Nouvelles rentes de survivants fixées selon la catégorie d'assurés et l'âge des bénéficiaires de rentes	51
3.8	Rentes de survivants en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge des bénéficiaires de rentes	51
3.9	Réductions de rentes pour cause de surassurance	52

Tableau 3.1

Nouvelles rentes fixées selon le genre de rentes

Genre de rentes	Année de la fixation								
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total	249	219	183	214	165	146	182	144	164
Rentes d'invalidité	83	69	55	79	35	39	38	31	51
Rentes d'invalidité	56	55	42	59	26	31	28	26	31
Rentes de reclassement	27	14	13	20	9	8	10	5	20
Rentes pour atteinte à l'intégrité	110	102	77	77	84	81	93	74	73
Rentes de survivants	42	38	34	28	30	22	28	20	27
Rentes de conjoint et d'orphelins	28	21	16	17	14	14	17	14	19
Rentes de réversion	14	17	18	11	16	8	11	6	8
Diverses allocations et indemnités	14	10	17	30	16	4	23	19	13

Tableau 3.2

Rentes courantes et coûts des rentes selon le genre de rentes

Genre de rentes	Nombre					Coûts en 1000 CHF				
	Exercice					Exercice				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Total	4 988	4 754	4 660	4 484	4 328	121 396	118 332	114 764	111 358	106 918
Rentes d'invalidité	2 555	2 455	2 377	2 298	2 227	65 141	63 808	60 721	59 251	55 835
Rentes d'invalidité ¹	2 101	1 949	1 826	1 694	1 580	54 208	51 672	48 211	45 330	41 884
Rentes de vieillesse ¹	385	450	499	557	600	8 083	9 648	10 328	12 015	12 263
Rentes de reclassement	50	37	37	33	35	1 384	1 115	1 062	881	803
Rentes d'invalidité avec allocations pour impotents	19	19	15	14	12	1 466	1 373	1 120	1 025	885
Rentes pour atteinte à l'intégrité	590	572	569	545	531	5 468	4 624	5 105	4 151	4 856
Rentes de survivants	1 718	1 627	1 589	1 527	1 464	49 653	49 373	47 875	47 045	45 400
Rentes de conjoint et d'orphelins	1 492	1 414	1 367	1 310	1 249	47 085	46 762	45 225	44 447	42 819
Rentes de réversion	226	213	222	217	215	2 568	2 611	2 649	2 597	2 581
Diverses allocations et indemnités	125	100	125	114	106	1 135	527	1 063	911	827

¹ Depuis 1994, les rentes d'invalidité des personnes assurées ayant atteint l'âge de bénéficier de l'AVS sont diminuées de moitié et allouées sous forme de rentes dites de vieillesse.

Tableau 3.3

Nouvelles rentes d'invalidité fixées¹ selon le degré d'invalidité et l'âge, 2008 à 2012 (cumulées)

Taux d'invalidité en %	Âge lors de la fixation de la rente					Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus		
jusqu'à 10	4	4	3	3	1	15	8.8
11 à 20	6	2	7	8	2	25	14.6
21 à 30	1	5	6	8	2	22	12.9
31 à 40	1	4	2	3	1	11	6.4
41 à 50	2	1	5	4	2	14	8.2
51 à 60	3	1	2	5	1	12	7.0
61 à 70	2	1	1	1	1	6	3.5
71 à 80	9	–	1	1	–	11	6.4
81 à 90	8	2	2	–	–	12	7.0
91 à 100	29	6	7	1	–	43	25.1
Total	65	26	36	34	10	171	–
en %	38.0	15.2	21.1	19.9	5.8	–	–

	Âge lors de la fixation de la rente					Total
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus	
Equivalents d'une pleine invalidité	48	13	17	12	3	94
Valeur moyenne des degrés d'invalidité en %	74	48	48	36	35	55

¹ Sans allocations pour soins

Tableau 3.4

Rentes d'invalidité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2012

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes							Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	43	88	197	302	428	343	288	1689	75.8
Membres de la protection civile	–	2	19	17	34	29	12	113	5.1
Assurés à titre professionnel	–	6	20	54	121	83	72	356	16.0
Autres	3	11	9	15	19	12	–	69	3.1
Total	46	107	245	388	602	467	372	2227	–
en %	2.1	4.8	11.0	17.4	27.0	21.0	16.7	–	100.0

Tableau 3.5

Nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées selon le degré de l'atteinte à l'intégrité et l'âge, 2008 à 2012 (cumulées)

Atteinte à l'intégrité en %	Âge lors de la fixation de la rente					Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus		
2,5	34	15	20	22	26	117	28.9
5	20	17	21	37	28	123	30.4
7,5	5	5	11	7	2	30	7.4
10	1	3	2	6	1	13	3.2
12,5	3	1	1	3	2	10	2.5
15	2	7	8	5	7	29	7.2
16 à 20	–	–	2	–	3	5	1.2
21 à 50	6	5	7	25	16	59	14.6
51 à 100	3	5	4	4	3	19	4.7
Total	74	58	76	109	88	405	–
en %	18.3	14.3	18.8	26.9	21.7	–	100.0

	Âge lors de la fixation de la rente					Total
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus	
Equivalents d'une atteinte à l'intégrité de 100%	5	6	9	9	9	37
Valeur moyenne de l'atteinte à l'intégrité en %	7	10	11	8	11	9

Tabelle 3.6

Rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2012

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes							Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	19	16	18	83	169	95	71	471	88.7
Membres de la protection civile	–	2	3	–	1	1	1	8	1.5
Assurés à titre professionnel	1	–	5	1	6	5	15	33	6.2
Autres	–	–	2	9	6	1	1	19	3.6
Total	20	18	28	93	182	102	88	531	–
en %	3.8	3.4	5.3	17.5	34.3	19.2	16.6	–	100.0

Tableau 3.7

Nouvelles rentes de survivants fixées selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2008 à 2012 (cumulées)

Catégorie d'assurés	Âge lors de la fixation de la rente								Total	en %
	jusqu'à 18	19 à 25	26 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	5	10	3	3	4	11	18	17	71	55.9
Assurés à titre professionnel	4	4	3	5	8	3	9	7	43	33.9
Autres	3	1	2	–	4	1	2	–	13	10.2
Total	12	15	8	8	16	15	29	24	127	–
en %	9.4	11.8	6.3	6.3	12.6	11.8	22.8	18.9	–	100.0

Tableau 3.8

Rentes de survivants en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2012

Catégorie d'assurés	Âge lors de la fixation de la rente								Total	en %
	jusqu'à 18	19 à 25	26 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	6	16	6	16	56	134	198	440	872	59.6
Assurés à titre professionnel	5	5	5	21	41	67	113	272	529	36.1
Autres	3	2	1	2	8	15	20	12	63	4.3
Total	14	23	12	39	105	216	331	724	1464	–
en %	1.0	1.6	0.8	2.7	7.2	14.8	22.6	49.5	–	100.0

Montants des réductions de l'AM lors de la coordination avec les rentes AI et AVS

Total

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	760	12 602	16 581
2002	773	11 101	14 361
2003	757	10 542	13 926
2004	753	10 958	14 552
2005	724	10 699	14 778
2006	689	10 133	14 707
2007	667	10 214	15 313
2008	606	8 214	13 555
2009	559	7 852	14 046
2010	528	7 378	13 974
2011	484	6 961	14 382
2012	469	6 568	14 004

IV

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	508	10 629	20 924
2002	538	9 229	17 154
2003	543	8 916	16 420
2004	560	9 435	16 849
2005	550	9 284	16 880
2006	527	8 814	16 725
2007	529	9 056	17 119
2008	491	7 234	14 733
2009	463	6 953	15 018
2010	443	6 574	14 839
2011	407	6 281	15 433
2012	399	5 983	14 996

AHV

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	252	1 973	7 827
2002	235	1 872	7 967
2003	214	1 626	7 598
2004	193	1 523	7 889
2005	174	1 415	8 133
2006	162	1 319	8 142
2007	138	1 158	8 389
2008	115	980	8 523
2009	96	899	9 360
2010	85	805	9 466
2011	77	680	8 828
2012	70	584	8 346

Annexe 4

Prévention

4.1	Nombre et coûts des cas de maladies selon le groupe de diagnostic	54
4.2	Nombre et coûts des cas d'accidents selon la cause de l'accident	55
4.3	Nombre et coûts des cas d'accidents selon le genre de blessure	56

Tableau 4.1.1

Cas de maladies ordinaires reconnus¹ selon le groupe de diagnostic

Groupe de diagnostic	absolu					en %				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Total	8 623	8 884	8 968	8 882	9 079	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Maladies infectieuses et parasitaires	497	532	518	501	599	5.8	6.0	5.8	5.6	6.6
Tumeurs malignes et bénignes	159	249	182	258	210	1.8	2.8	2.0	2.9	2.3
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	17	34	23	23	25	0.2	0.4	0.3	0.3	0.3
Maladies du métabolisme et de la nutrition	180	177	201	183	210	2.1	2.0	2.2	2.1	2.3
Troubles psychiques et du comportement	253	257	258	241	262	2.9	2.9	2.9	2.7	2.9
Maladies du système nerveux	193	177	192	196	211	2.2	2.0	2.1	2.2	2.3
Maladies des yeux	523	518	494	424	468	6.1	5.8	5.5	4.8	5.2
Maladies des oreilles	286	258	239	237	232	3.3	2.9	2.7	2.7	2.6
Maladies de l'appareil circulatoire	412	376	402	412	419	4.8	4.2	4.5	4.6	4.6
Maladies de l'appareil respiratoire	1 147	1 347	1 077	1 078	1 025	13.3	15.2	12.0	12.1	11.3
Maladies du système digestif	762	746	737	678	608	8.8	8.4	8.2	7.6	6.7
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	584	632	591	557	561	6.8	7.1	6.6	6.3	6.2
Maladies du système musculosquelettique	2 045	2 084	2 135	2 138	2 126	23.7	23.5	23.8	24.1	23.4
Maladies de l'appareil urogénital	311	331	342	332	311	3.6	3.7	3.8	3.7	3.4
Anomalies congénitales	67	44	34	29	31	0.8	0.5	0.4	0.3	0.3
Symptômes non spécifiés et états pathologiques	492	484	481	478	532	5.7	5.4	5.4	5.4	5.9
Dépistages systématiques, vaccinations	617	591	1 019	988	1 080	7.2	6.7	11.4	11.1	11.9
Autres et diagnostics non attribuables	78	47	43	129	169	0.9	0.5	0.5	1.5	1.9

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

Tableau 4.1.2

Frais de traitement et indemnité journalière¹ en cours des cas de maladies ordinaires reconnus selon le groupe de diagnostic

Groupe de diagnostic	en 1000 CHF					en %				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Total	41 695	42 498	44 596	44 418	45 924	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Maladies infectieuses et parasitaires	1 259	1 163	1 165	1 370	1 480	3.0	2.7	2.6	3.1	3.2
Tumeurs malignes et bénignes	2 452	3 127	3 342	4 073	4 373	5.9	7.4	7.5	9.2	9.5
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	128	168	90	108	151	0.3	0.4	0.2	0.2	0.3
Maladies du métabolisme et de la nutrition	1 322	1 135	1 411	1 226	1 335	3.2	2.7	3.2	2.8	2.9
Troubles psychiques et du comportement	5 580	5 128	5 770	5 167	5 747	13.4	12.1	12.9	11.6	12.5
Maladies du système nerveux	2 971	3 434	3 907	3 798	3 360	7.1	8.1	8.8	8.6	7.3
Maladies des yeux	852	944	1 071	934	1 060	2.0	2.2	2.4	2.1	2.3
Maladies des oreilles	581	595	583	609	591	1.4	1.4	1.3	1.4	1.3
Maladies de l'appareil circulatoire	5 082	5 260	5 642	5 151	5 386	12.2	12.4	12.7	11.6	11.7
Maladies de l'appareil respiratoire	1 894	1 891	1 788	2 041	1 828	4.5	4.4	4.0	4.6	4.0
Maladies du système digestif	2 937	3 254	3 250	3 350	3 146	7.0	7.7	7.3	7.5	6.9
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	1 145	1 096	1 090	1 131	982	2.7	2.6	2.4	2.5	2.1
Maladies du système musculosquelettique	11 822	11 779	11 828	11 604	12 227	28.4	27.7	26.5	26.1	26.6
Maladies de l'appareil urogénital	1 427	1 344	1 715	1 422	1 319	3.4	3.2	3.8	3.2	2.9
Anomalies congénitales	105	99	89	142	64	0.3	0.2	0.2	0.3	0.1
Symptômes non spécifiés et états pathologiques	1 050	1 166	809	887	975	2.5	2.7	1.8	2.0	2.1
Dépistages systématiques, vaccinations	265	223	405	395	438	0.6	0.5	0.9	0.9	1.0
Autres et diagnostics non attribuables	823	692	640	1 009	1 461	2.0	1.6	1.4	2.3	3.2

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Tableau 4.2.1

Cas d'accidents ordinaires reconnus selon la cause de l'accident

Cause de l'accident	valeur absolue					en %				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Total	4 213	4 161	4 109	3 966	3 783	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Accidents impliquant des moyens de transport en montant ou en descendant d'un véhicule à moteur	359	406	461	404	366	8.5	9.8	11.2	10.2	9.7
accidents impliquant un véhicule à moteur	66	86	101	92	71	1.6	2.1	2.5	2.3	1.9
accidents impliquant d'autres moyens de transport	222	257	280	230	227	5.3	6.2	6.8	5.8	6.0
Accidents de sport	71	63	80	82	68	1.7	1.5	1.9	2.1	1.8
football	894	884	855	900	873	21.2	21.2	20.8	22.7	23.1
autres sports d'équipe	239	230	208	221	231	5.7	5.5	5.1	5.6	6.1
ski/snowboard	163	139	147	175	134	3.9	3.3	3.6	4.4	3.5
autres genres de sports	116	96	126	106	96	2.8	2.3	3.1	2.7	2.5
Accidents impliquant des armes	376	419	374	398	412	8.9	10.1	9.1	10.0	10.9
avec traumatisme acoustique	234	210	238	251	241	5.6	5.0	5.8	6.3	6.4
avec lésion dentaire	50	61	85	67	68	1.2	1.5	2.1	1.7	1.8
autres accidents impliquant des armes	141	111	119	156	134	3.3	2.7	2.9	3.9	3.5
Faux pas et chutes	43	38	34	28	39	1.0	0.9	0.8	0.7	1.0
glisser, dérapage, chuter	873	886	904	803	760	20.7	21.3	22.0	20.2	20.1
tomber dans le vide, chutes de personnes	642	636	672	598	568	15.2	15.3	16.4	15.1	15.0
Surcharge, mouvement brusque	231	250	232	205	192	5.5	6.0	5.6	5.2	5.1
Etre heurté/se cogner/être coincé	197	192	238	265	237	4.7	4.6	5.8	6.7	6.3
Dérapage, chuter, renversement d'objets	437	414	393	352	393	10.4	9.9	9.6	8.9	10.4
Pénétration par corps étrangers	135	117	129	126	107	3.2	2.8	3.1	3.2	2.8
Se piquer, se co, s'égratigner, s'érafler/ruper	59	78	64	75	92	1.4	1.9	1.6	1.9	2.4
Violence, voie de fait	82	50	59	58	51	1.9	1.2	1.4	1.5	1.3
Accidents impliquant des animaux (y. c. piqûres d'insectes)	46	62	57	48	48	1.1	1.5	1.4	1.2	1.3
Suites tardives d'accidents	108	110	83	126	87	2.6	2.6	2.0	3.2	2.3
Autres et causes d'accidents non attribuables	280	238	157	110	126	6.6	5.7	3.8	2.8	3.3
Accidents dont la cause n'est pas précisée	310	209	209	204	183	7.4	5.0	5.1	5.1	4.8
	199	305	262	244	219	4.7	7.3	6.4	6.2	5.8

Tableau 4.2.2

Frais de traitement et indemnité journalière¹ en cours des cas d'accidents ordinaires reconnus selon la cause de l'accident

Cause de l'accident	en 1000 CHF					en %				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Total	13 996	14 613	14 340	13 721	13 346	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Accidents impliquant des moyens de transport en montant ou en descendant d'un véhicule à moteur	2 137	1 878	1 823	2 069	1 567	15.3	12.8	12.7	15.1	11.7
accidents impliquant un véhicule à moteur	407	394	411	367	294	2.9	2.7	2.9	2.7	2.2
accidents impliquant d'autres moyens de transport	1 350	1 064	1 060	1 127	1 112	9.6	7.3	7.4	8.2	8.3
Accidents de sport	379	419	352	574	160	2.7	2.9	2.5	4.2	1.2
football	3 761	4 382	3 837	4 134	3 858	26.9	30.0	26.8	30.1	28.9
autres sports d'équipe	931	959	1 027	853	887	6.7	6.6	7.2	6.2	6.6
ski/snowboard	611	566	515	620	444	4.4	3.9	3.6	4.5	3.3
autres genres de sports	645	605	909	826	744	4.6	4.1	6.3	6.0	5.6
Accidents impliquant des armes	1 573	2 252	1 386	1 836	1 784	11.2	15.4	9.7	13.4	13.4
avec traumatisme acoustique	121	181	282	216	161	0.9	1.2	2.0	1.6	1.2
avec lésion dentaire	27	45	74	58	77	0.2	0.3	0.5	0.4	0.6
autres accidents impliquant des armes	52	59	50	58	52	0.4	0.4	0.3	0.4	0.4
Faux pas et chutes	42	78	158	100	33	0.3	0.5	1.1	0.7	0.2
glisser, dérapage, chuter	3 661	3 831	4 014	3 480	3 367	26.2	26.2	28.0	25.4	25.2
tomber dans le vide, chutes de personnes	2 255	2 601	2 539	2 314	1 970	16.1	17.8	17.7	16.9	14.8
Surcharge, mouvement brusque	1 406	1 229	1 475	1 166	1 397	10.0	8.4	10.3	8.5	10.5
Etre heurté/se cogner/être coincé	948	684	1 233	1 324	1 084	6.8	4.7	8.6	9.6	8.1
Dérapage, chuter, renversement d'objets	792	1 032	751	653	976	5.7	7.1	5.2	4.8	7.3
Pénétration par corps étrangers	159	234	318	186	227	1.1	1.6	2.2	1.4	1.7
Se piquer, se co, s'égratigner, s'érafler/ruper	44	42	49	33	96	0.3	0.3	0.3	0.2	0.7
Violence, voie de fait	105	82	146	222	120	0.7	0.6	1.0	1.6	0.9
Accidents impliquant des animaux (y. c. piqûres d'insectes)	149	145	144	162	141	1.1	1.0	1.0	1.2	1.1
Suites tardives d'accidents	112	40	76	90	87	0.8	0.3	0.5	0.7	0.6
Autres et causes d'accidents non attribuables	1 069	946	874	575	743	7.6	6.5	6.1	4.2	5.6
Accidents dont la cause n'est pas précisée	654	574	377	263	422	4.7	3.9	2.6	1.9	3.2
	285	564	418	315	497	2.0	3.9	2.9	2.3	3.7

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Cas d'accidents ordinaires reconnus¹ selon le genre de blessure et la région du corps blessée 2012

Genre de blessure ²	valeur absolue					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	3 783	1 039	263	907	174	206
Crâne, cerveau	69	4	–	–	65	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	723	537	79	–	95	8
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	65	1	–	–	–	3
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	84	1	–	–	–	46
Rachis	141	34	2	101	4	–
Tronc, dos et postérieur	192	23	8	2	8	5
Epaule, bras	307	46	107	46	–	1
Avant-bras, coude	111	46	4	2	1	14
Poignet, main, doigts	530	172	12	83	1	93
Extrémités supérieures, parties non attribuables	10	1	–	–	–	2
Hanche	10	–	2	1	–	–
Cuisse	69	17	–	–	–	3
Genou, rotule	626	8	38	348	–	3
Jambe, cheville	460	86	–	293	–	12
Pieds, orteils	183	60	5	31	–	11
Extrémités inférieures, parties non attribuables	19	2	–	–	–	–
Autres et parties multiples non précisées	83	1	6	–	–	5
Tout le corps (effets systémiques)	101	–	–	–	–	–

Genre de blessure ²	en %					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	100.0	27.5	7.0	24.0	4.6	5.4
Crâne, cerveau	1.8	0.1	–	–	1.7	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	19.1	14.2	2.1	–	2.5	0.2
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	1.7	0.0	–	–	–	0.1
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	2.2	0.0	–	0.0	–	1.2
Rachis	3.7	–.9	0.1	2.7	0.1	–
Tronc, dos et postérieur	5.1	0.6	0.2	0.1	0.2	0.1
Epaule, bras	8.1	1.2	2.8	1.2	–	0.0
Avant-bras, coude	2.9	1.2	0.1	0.1	0.0	0.4
Poignet, main, doigts	14.0	4.5	0.3	2.2	0.0	2.5
Extrémités supérieures, parties non attribuables	0.3	0.0	–	–	–	0.1
Hanche	0.3	–	0.1	0.0	–	–
Cuisse	1.8	0.4	–	–	–	0.1
Genou, rotule	16.5	0.2	1.0	9.2	–	0.1
Jambe, cheville	12.2	2.3	–	7.7	0.0	0.3
Pieds, orteils	4.8	1.6	0.1	0.8	–	0.3
Extrémités inférieures, parties non attribuables	0.5	0.1	–	–	–	0.0
Autres et parties multiples non précisées	2.2	0.0	0.2	–	–	0.1
Tout le corps (effets systémiques)	2.7	–	–	–	–	–

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

² Le genre de blessure et la région du corps blessée sont dérivés du diagnostic principal (codé selon ICD-10) d'après Barell et alii.

³ La plupart des fractures et luxations de la région faciale (plus de 95%) sont des fractures/luxations dentaires.

⁴ Les lésions des nerfs intracrâniens comprennent les troubles auditifs.

Tableau 4.3.1

valeur absolue						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
625	20	29	93	21	406	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
4	-	-	-	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
21	1	-	34	-	5	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
23	2	-	5	-	7	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
132	1	-	2	-	11	Tronc, dos et postérieur
73	-	-	1	-	33	Epaule, bras
37	-	-	5	-	2	Avant-bras, coude
89	8	-	28	-	44	Poignet, main, doigts
-	5	-	-	-	2	Extrémités supérieures, parties non attribuables
7	-	-	-	-	-	Hanche
10	-	-	1	-	38	Cuisse
100	-	-	-	-	129	Genou, rotule
29	-	-	3	-	37	Jambe, cheville
48	-	-	6	-	22	Pieds, orteils
6	1	-	2	-	8	Extrémités inférieures, parties non attribuables
46	2	-	5	12	6	Autres et parties multiples non précisées
-	-	29	1	9	62	Tout le corps (effets systémiques)

en %						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
16.5	0.5	0.8	2.5	0.6	10.7	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
0.1	-	-	-	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
0.6	0.0	-	0.9	-	0.1	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
0.6	0.1	-	0.1	-	0.2	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
3.5	0.0	-	0.1	-	0.3	Tronc, dos et postérieur
1.9	-	-	0.0	-	0.9	Epaule, bras
1.0	-	-	0.1	-	0.1	Avant-bras, coude
2.4	0.2	-	0.7	-	1.2	Poignet, main, doigts
-	0.1	-	-	-	0.1	Extrémités supérieures, parties non attribuables
0.2	-	-	-	-	0.0	Hanche
0.3	-	-	0.0	-	1.0	Cuisse
2.6	-	-	0.0	-	3.4	Genou, rotule
0.8	-	-	0.1	-	1.0	Jambe, cheville
1.3	-	-	0.2	-	0.6	Pieds, orteils
0.2	0.0	-	0.1	-	0.2	Extrémités inférieures, parties non attribuables
1.2	0.1	-	0.1	0.3	0.2	Autres et parties multiples non précisées
-	-	0.8	0.0	0.2	1.6	Tout le corps (effets systémiques)

Frais de traitement et indemnité journalière en cours des cas d'accidents ordinaires¹ reconnus selon le genre de blessure et la région du corps blessée, 2012

Genre de blessure ²	valeur absolue					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	31 746	10 144	2 471	7 032	2 606	328
Crâne, cerveau	1 502	301	–	–	1 201	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	1 997	1 077	112	–	787	6
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	146	22	–	–	–	12
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	300	13	–	3	–	37
Rachis	3 140	2 412	8	356	363	–
Tronc, dos et postérieur	819	130	5	1	183	13
Epaule, bras	3 501	749	1 417	373	–	–
Avant-bras, coude	590	365	70	1	30	11
Poignet, main, doigts	2 421	1 300	39	175	39	179
Extrémités supérieures, parties non attribuables	106	10	–	–	–	6
Hanche	126	–	67	27	–	–
Cuisse	750	566	–	–	–	1
Genou, rotule	8 351	81	623	4 523	–	4
Jambe, cheville	4 585	2 502	–	1 516	2	43
Pieds, orteils	853	522	58	57	–	7
Extrémités inférieures, parties non attribuables	177	59	–	–	–	8
Autres et parties multiples non précisées	1 528	34	72	–	–	2
Tout le corps (effets systémiques)	853	–	–	–	–	–

Genre de blessure ²	en %					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	100.0	32.0	7.8	22.2	8.2	1.0
Crâne, cerveau	4.7	0.9	–	–	3.8	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	6.3	3.4	0.4	–	2.5	0.0
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	0.5	0.1	–	–	–	0.0
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	0.9	0.0	–	0.0	–	0.1
Rachis	9.9	7.6	0.0	1.1	1.1	–
Tronc, dos et postérieur	2.6	0.4	0.0	0.0	0.6	0.0
Epaule, bras	11.0	2.4	4.5	1.2	–	0.0
Avant-bras, coude	1.9	1.1	0.2	0.0	0.1	0.0
Poignet, main, doigts	7.6	4.1	0.1	0.6	0.1	0.6
Extrémités supérieures, parties non attribuables	0.3	0.0	–	–	–	0.0
Hanche	0.4	–	0.2	0.1	–	–
Cuisse	2.4	1.8	–	–	–	0.0
Genou, rotule	26.3	0.3	2.0	14.2	–	0.0
Jambe, cheville	14.4	7.9	–	4.8	0.0	0.1
Pieds, orteils	2.7	1.6	0.2	0.2	–	0.0
Extrémités inférieures, parties non attribuables	0.6	0.2	–	–	–	0.0
Autres et parties multiples non précisées	4.8	0.1	0.2	–	–	0.0
Tout le corps (effets systémiques)	2.7	–	–	–	–	–

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

² Le genre de blessure et la région du corps blessée sont dérivés du diagnostic principal (codé selon ICD-10) d'après Barell et alii.

³ La plupart des fractures et luxations de la région faciale (plus de 95%) sont des fractures/luxations dentaires.

⁴ Les lésions des nerfs intracrâniens comprennent les troubles auditifs.

Tableau 4.3.2

valeur absolue						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
2 486	182	39	122	1 268	5 068	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
15	-	-	-	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
48	1	-	43	-	22	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
148	7	-	1	-	92	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
389	43	-	1	-	54	Tronc, dos et postérieur
524	-	-	-	-	438	Epaule, bras
108	-	-	3	-	2	Avant-bras, coude
175	10	-	59	-	445	Poignet, main, doigts
-	4	-	-	-	86	Extrémités supérieures, parties non attribuables
29	-	-	-	-	3	Hanche
43	-	-	-	-	140	Cuisse
794	-	-	-	-	2 325	Genou, rotule
109	-	-	5	-	406	Jambe, cheville
36	-	-	4	-	171	Pieds, orteils
5	-	-	1	-	103	Extrémités inférieures, parties non attribuables
63	117	-	2	1 179	58	Autres et parties multiples non précisées
-	-	39	2	89	723	Tout le corps (effets systémiques)

en %						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
7.8	0.6	0.1	0.4	4.0	16.0	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
0.0	-	-	-	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
0.2	0.0	-	0.1	-	0.1	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
0.5	0.0	-	0.0	-	0.3	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
1.2	0.1	-	0.0	-	0.2	Tronc, dos et postérieur
1.7	-	-	0.0	-	1.4	Epaule, bras
0.3	-	-	0.0	-	0.0	Avant-bras, coude
0.6	0.0	-	0.2	-	1.4	Poignet, main, doigts
-	0.0	-	-	-	0.3	Extrémités supérieures, parties non attribuables
0.1	-	-	-	-	0.0	Hanche
0.1	-	-	0.0	-	0.4	Cuisse
2.5	-	-	0.0	-	7.3	Genou, rotule
0.3	-	-	0.0	-	1.3	Jambe, cheville
0.1	-	-	0.0	-	0.5	Pieds, orteils
0.0	0.0	-	0.0	-	0.3	Extrémités inférieures, parties non attribuables
0.2	0.4	-	0.0	3.7	0.2	Autres et parties multiples non précisées
-	-	0.1	0.0	0.3	2.3	Tout le corps (effets systémiques)

Annexe 5

Cas de décès et intoxications par absorption d'huile

5.1	Cas de décès chez les membres du service de milice	62
5.2	Cas de décès chez les assurés à titre professionnel	62
5.3	Cas et coûts en cours des intoxications par absorption d'huile en 1940	62

Tableau 5.1

Cas de décès chez les membres du service de milice¹

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total	7	6	5	4	14	9	8	3	9	4
Maladies	2	1	1	–	1	–	2	1	3	1
Service	1	1	–	–	–	–	2	1	3	1
Congé	1	–	1	–	1	–	–	–	–	–
Accidents	3	5	2	3	12	8	5	1	3	1
Service	1	1	1	–	8	7	4	–	–	–
Accidents de la circulation et véhicules	1	–	–	–	2	2	–	–	–	–
Accidents d'avion/de parachute	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–
Autres	–	1	1	–	6	5	2	–	–	1
Trajet d'aller ou de retour	1	1	–	–	–	–	–	–	2	–
Accidents de la circulation et véhicules	1	1	–	–	–	–	–	–	2	–
Congé	1	3	1	3	4	1	1	1	1	–
Accidents de la circulation et véhicules	1	2	1	2	3	1	–	–	1	–
Autres	–	1	–	1	1	–	1	1	–	–
Suicides	2	–	2	1	1	1	1	1	3	2
Service	1	–	–	1	1	–	–	–	–	1
Trajet d'aller ou de retour	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Congé	1	–	2	–	–	1	1	1	3	1

¹ Les cas se basent sur les catégories d'assurés suivantes:
militaires de milice, protection civile et service civil;
membres du CSA et participants à des actions de maintien
de la paix.

Tableau 5.2

Cas de décès chez les assurés à titre professionnel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total	5	2	6	7	4	5	3	4	3	9
Maladies	3	2	3	3	2	2	1	3	2	6
En service	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hors du service	3	2	3	3	2	2	1	3	2	6
Accidents	2	–	–	3	–	1	1	1	–	2
En service	1	–	–	1	–	–	–	–	–	–
Accidents de la circulation et véhicules	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
Accidents d'avion/de parachute	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hors du service	1	–	–	2	–	–	–	–	–	–
Accidents de la circulation et véhicules	1	–	–	2	–	–	1	1	–	1
Autres	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1
Suicides	–	–	3	1	2	2	1	–	1	1
En service	–	–	2	–	–	–	–	–	–	–
Hors du service	–	–	–	1	2	2	1	–	1	1
Trajet d'aller ou de retour	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–

Tableau 5.3

Cas et coûts en cours des intoxications par absorption d'huile en 1940

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cas en cours	21	19	19	16	12	11	10	8	8	6	6
Coûts en cours en 1000 CHF	724	664	605	561	462	466	269	219	137	87	92

Suva

Assurance militaire
Case postale 8715
3001 Berne
Tél. 031 387 35 51
www.suva.ch/assurance-militaire

Référence

4514.f
Edition: 2013